

Cameroun : Rapport des services du FMI sur les consultations de 2009 au titre de l'Article IV et demande de décaissement au titre de la composante d'accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes

Les documents ci-après ont été diffusés et figurent dans ce dossier :

- Rapport des services du FMI établi par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 9 avril 2009 avec les autorités camerounaises sur l'évolution et les politiques économiques. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 19 juin 2009. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement aux points de vue du Conseil d'administration du FMI.
- Analyse de viabilité de la dette.
- Annexe d'information.
- Communiqué de presse.
- Déclaration de l'Administrateur pour le Cameroun.

Les documents ci-après seront diffusés séparément :

Lettre d'intention adressée par les autorités camerounaises au FMI*

*Figure également dans le rapport des services du FMI

La politique de publication des rapports et autres documents des services du FMI autorise la suppression des passages contenant des informations sensibles.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à :

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Adresse électronique : publications@imf.org Internet : <http://www.imf.org>

**Fonds monétaire international
Washington, D.C.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

CAMEROUN

Rapport des services du FMI sur les consultations de 2009 au titre de l'Article IV et demande de décaissement au titre de la composante d'accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes

Préparé par le Département Afrique
(En collaboration avec d'autres départements)

Approuvé par Mark Plant et Dhaneshwar Ghura

19 juin 2009

Discussions. Les discussions relatives aux consultations de 2009 au titre de l'Article IV se sont déroulées à Yaoundé et à Douala, du 26 mars au 9 avril et à Washington, du 25 au 29 avril. La mission a rencontré le Premier Ministre, M. Inoni, le Ministre des Finances, M. Menye, le Ministre de l'Économie, M. Motazé, plusieurs membres du gouvernement, le Directeur national de la BEAC, M. Mani, des membres de l'Assemblée nationale, des donateurs, ainsi que des représentants de la société civile, des syndicats, du secteur privé et de la presse. L'équipe du FMI était composée de MM. Mecagni (chef de mission), Singh et Samake (tous du Département Afrique), M. Klemm (Département des finances publiques), M. Gemayel (Département de la stratégie et de l'examen des politiques), M. Vandepute (Département des marchés monétaires et des capitaux) et Mme Katedi-Mbuyi (Représentante résidente). M. Ghura s'est joint aux travaux de la mission dans les premiers jours. Des représentants des services de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ont participé aux discussions.

Objet des consultations. L'impact de la crise mondiale sur l'économie camerounaise et les mesures à prendre pour préserver la viabilité de la dette ont été au centre des discussions. Bien que l'accord récemment achevé au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) ait permis de renforcer la stabilité macroéconomique et que les mesures d'allègement aient conforté la viabilité de la dette, la croissance est restée trop faible pour réduire la pauvreté. Les chocs exogènes majeurs qu'a subis le pays au cours des derniers mois ont considérablement affecté l'activité économique et la balance des paiements et ont restreint les ressources budgétaires.

Conseils du FMI. Les services du FMI recommandent i) de maintenir le programme de dépenses inscrit au budget 2009 afin d'éviter une contraction des finances publiques au cours d'une année où la croissance économique ralentit; ii) de poursuivre et d'intensifier les actions menées pour mobiliser les recettes non pétrolières, renforcer la gestion des dépenses publiques et trouver d'autres sources de financement; iii) d'instaurer un environnement plus propice au développement du secteur privé en continuant d'améliorer la transparence et la gouvernance, en réformant les entreprises publiques et en libéralisant les échanges; et iv) d'exercer une étroite surveillance sur le secteur bancaire.

Position des autorités. Les autorités partagent globalement l'évaluation des services du FMI. Elles sont préoccupées par la rapidité de la dégradation de la situation budgétaire et de la position extérieure. Elles tiennent à préserver les programmes de dépenses budgétaires de 2009 dans les domaines prioritaires. En l'absence de filets de protection sociale, il serait possible de prendre des mesures ciblées en faveur des secteurs en difficulté. Elles conviennent également qu'il faut surveiller de près l'évolution de la situation dans le secteur bancaire.

Demande d'appui au titre de la Facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE). Les autorités demandent un appui au titre de la composante à accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes (92,85 millions de DTS, 50 % de la quote-part) afin d'aider l'économie du pays à absorber les chocs. L'intégralité du montant serait mise à disposition dès approbation par le Conseil d'administration.

Table des matières	Page
I. Introduction	3
II. Évolution récente et perspectives de l'économie – Surmonter la crise mondiale	7
A. Évolution de la situation économique en 2008	7
B. Répercussions de la crise en 2009	12
C. Perspectives à moyen terme	14
III. Compte rendu des entretiens — faire face à la crise et atténuer les vulnérabilités	15
A. Exploiter la marge de manœuvre budgétaire	16
B. Stimuler la croissance : Réduire les facteurs de blocage	20
C. Garantir la stabilité du secteur financier	21
IV. Demande d'accès rapide à la FCE	23
V. Risques	24
VI. Évaluation par les services du FMI	24
 Encadrés	
1. Suite donnée aux autorités aux précédents conseils du FMI	6
2. Compétitivité extérieure et évaluation du taux de change réel	9
3. Ce que pensent les représentants du secteur privé	17
4. Facteurs de blocage de la croissance et enjeux	21
5. Réforme des entreprises publiques	22
 Graphiques	
1. Principaux acquis liés à la FRPC, 2004-08	4
2. Indicateurs comparatifs	5
3. Analyse des données d'enquête sur la compétitivité, 2005-09	10
4. Impact des chocs exogènes, 2007-09	13
 Tableaux	
1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2007-12	27
2. Balance des paiements, 2007-14	28
3. Situation monétaire, décembre 2005-décembre 2012	29
4. Opérations de l'administration centrale, 2007-12	30
5. Principaux indicateurs de finances publiques, 2007-12	31
6. Indicateurs de la capacité de rembourser le FMI, 2008-18	32
 Appendice	
Lettre d'intention	33

I. INTRODUCTION

1. **L'accord achevé en janvier 2009 au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) a permis de renforcer la performance macroéconomique du Cameroun** (graphique 1 et encadré 1). L'allègement consenti en avril 2006 dans le cadre de l'Initiative PPTE a conforté la viabilité de la dette et a permis de dégager une marge budgétaire pour financer les dépenses de réduction de la pauvreté. La gestion des dépenses publiques a gagné en transparence et le secteur financier s'est consolidé.¹ Grâce à une prudente gestion des bénéfices pétroliers et des recettes, les autorités ont accumulé des dépôts à la BEAC et contribué aux réserves de change de l'union monétaire tout en augmentant les investissements et en normalisant les relations avec les créanciers.

Cameroun : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2005–08											
(Unités indiquées)											
	2005		2006			2007			2008		
	Prog. ¹	Act.	Prog. ¹	Rev. prog. ²	Act.	Prog. ¹	Rev. prog. ²	Act.	Prog. ¹	Rev. prog. ²	Est.
Secteurs réel et extérieur											
PIB réel hors pétrole ³	3,7	3,2	4,1	3,1	2,9	4,7	3,4	4,1	5,1	4,6	4,1
Prix à la consommation (moyenne de la	1,3	2,0	1,8	4,6	4,9	2,0	1,5	1,1	2,0	4,1	5,3
Compte courant (hors dons) ⁴	-2,6	-3,9	-1,4	-1,5	0,0	-3,4	-2,6	-1,8	-4,8	0,8	-2,0
Aggrégats budgétaires⁴											
Recettes totales (hors dons)	16,9	17,6	17,8	18,7	19,3	17,1	18,6	18,8	16,6	20,6	20,4
Dont : hors pétrole ⁵	13,3	13,8	13,3	13,4	13,8	13,4	13,9	13,8	13,6	14,3	14,2
Dépenses totales	15,3	14,6	17,0	15,6	14,5	16,8	16,3	15,5	17,0	17,5	19,9
Dont : en capital	3,0	2,4	4,7	4,0	2,9	4,1	4,2	3,9	4,5	4,9	5,7
Solde budgétaire global (hors dons)	1,6	3,0	0,7	1,4	4,7	0,2	1,6	2,5	-0,6	2,8	1,1
Dont : primaire hors pétrole ^{5,6}	0,8	1,0	0,6	0,2	0,4	-0,1	-0,5	-0,4	-0,3	-1,6	-4,6

Sources : Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹ À partir du Rapport du FMI No. 05/413.

² Programme révisé, dans Rapports du FMI No. 07/285 pour 2006; 08/279 pour 2007 et 09/65 pour 2008.

³ Pourcentage de variation.

⁴ Pourcentage du PIB.

⁵ À l'exclusion des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures et à partir de l'allègement de la dette, et des dépenses de restructuration.

2. **En dépit de ces progrès, l'économie reste vulnérable aux chocs des matières premières, en particulier du pétrole, et la réduction de la pauvreté demeure un défi** (graphique 2). Le Cameroun reste fortement tributaire des produits de base pour ses recettes en devises et ses recettes budgétaires, ce qui le rend vulnérable à une baisse de la demande ou des prix. En outre, les réformes menées à ce jour n'ont pas abouti aux résultats escomptés de relance de l'investissement, qui placerait le pays sur le sentier d'une croissance plus

Cameroun : Indicateurs économiques et sociaux, 2000–07		
(Moyenne pour la période, unités indiquées)		
	Cameroun	Pays à revenu intermédiaire inférieur
Indicateurs économiques		
PIB par habitant ¹	658,8	1 070,4
Croissance du PIB par habitant ²	1,5	6,5
Investissement intérieur brut ³	17,6	31,5
Investissement direct étranger ⁴	0,9	526,6
Crédit au secteur privé ³	9,6	59,0
Commerce de marchandises ³	41,5	60,1
Indicateurs sociaux		
Taux d'alphabétisation des adultes ⁵	67,9	88,9
Taux d'achèvement scolarité primaire	55,0	85,0
Taux de scolarisation secondaire ⁵	27,3	61,6
Espérance de vie à la naissance, total (années)	50,3	67,8

Source : Base de données des indicateurs sociaux de la Banque mondiale et autorités camerounaises.

¹ Dollars EU constants 2000.

² Variation annuelle en pourcentage.

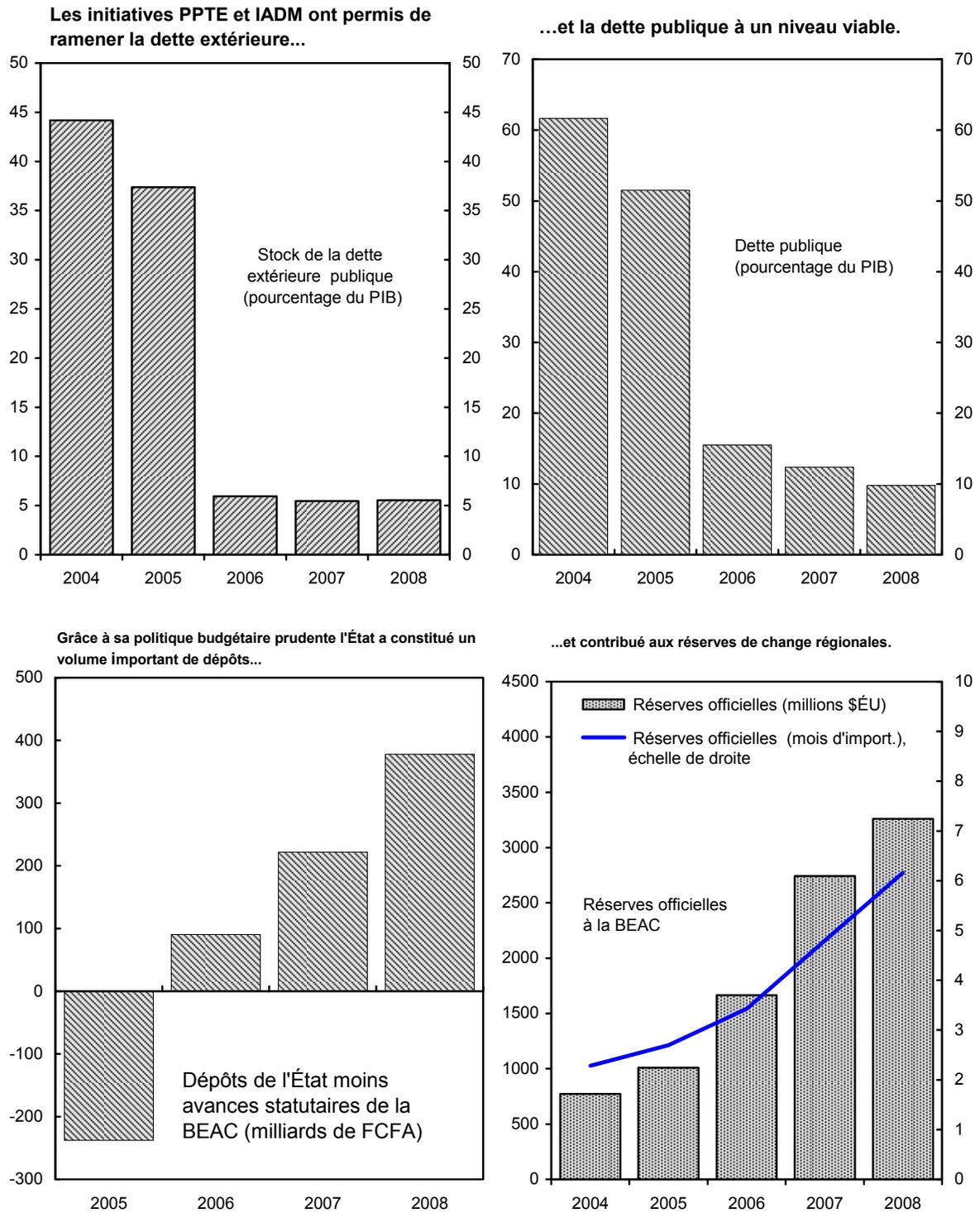
³ Pourcentage du PIB.

⁴ Milliards de dollars EU.

⁵ Pourcentage des enfants en âge de scolarité secondaire.

¹ Par exemple, les transferts budgétaires à la SONARA (la raffinerie de pétrole nationale) sont devenus plus transparents en 2008 à la suite de l'adoption d'une nouvelle formule de calcul des prix des carburants dans laquelle des subventions explicites plus élevées se substituent à une fiscalité allégée.

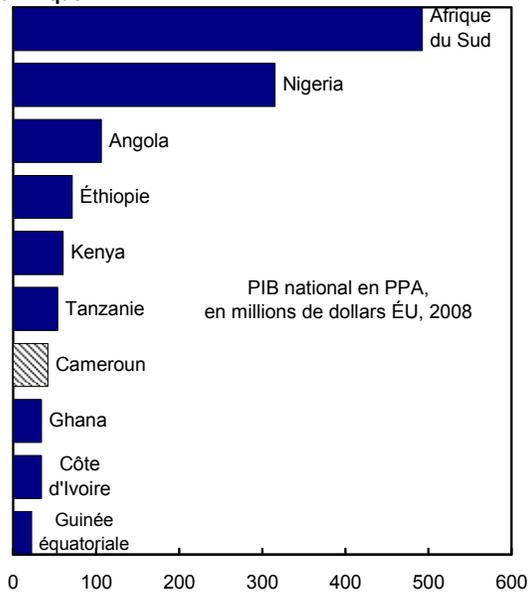
Graphique 1. Cameroun : Principaux acquis liés à la FRPC, 2004-08



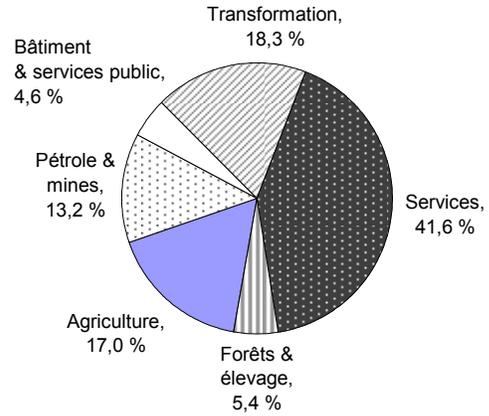
Sources : Autorités camerounaises et estimations des services du FMI.

Graphique 2 . Cameroun : Indicateurs comparatifs, 1980-2008

L'économie du Cameroun est l'une des plus importantes d'Afrique...

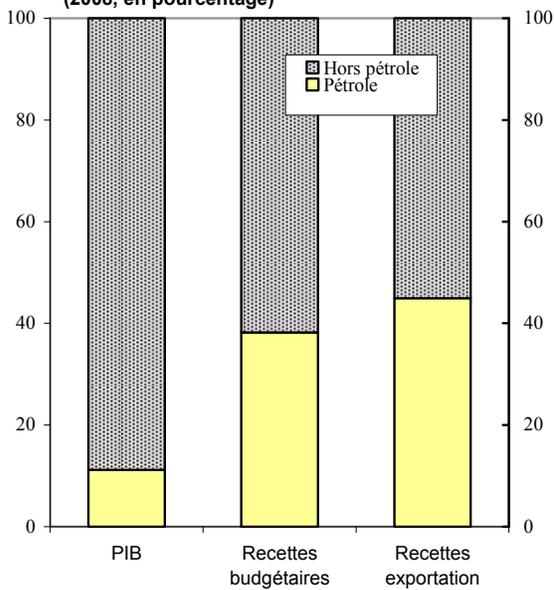


...et elle est relativement diversifiée.

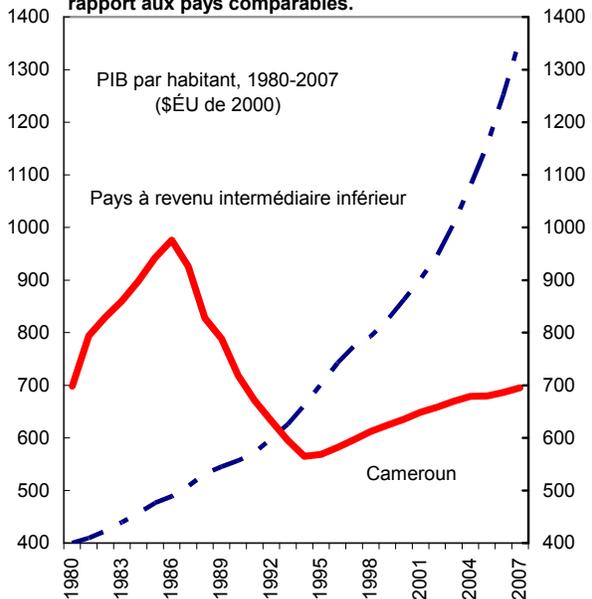


PIB 2008 ventilé, pourcentage du total

Mais le pétrole continue de jouer un rôle important... (2008, en pourcentage)



... et la croissance est de plus en plus en retrait par rapport aux pays comparables.



Sources: Autorités camerounaises et estimations des services du FMI.

soutenue, nécessaire pour réduire la pauvreté. La réforme des entreprises publiques a été plus lente que prévu dans l'accord FRPC tandis que l'insuffisance des infrastructures et un environnement des affaires peu incitatif restent des obstacles à la croissance. De ce fait, le pays a perdu du terrain par rapport aux pays comparables pour ce qui est du PIB réel par habitant et le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, soit 40 %, n'a pratiquement pas changé depuis 2001. Sur son sentier de croissance actuel, il est peu probable que le Cameroun atteigne les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Encadré 1. Cameroun : Suite donnée aux autorités aux précédents conseils du FMI		
Domaine d'intervention	Recommandations formulées par les services du FMI au cours des consultations de 2007 au titre de l'article IV	Mise en œuvre/Résultat
Politique et gestion des finances publiques	Augmenter les recettes non pétrolières; maîtriser globalement la dépense tout en effectuant les dépenses prioritaires; améliorer la gestion des finances publiques; et mettre en place une gestion prudente de la dette.	En dépit des réformes des administrations fiscalodouanières, la part des recettes non pétrolières a stagné en pourcentage du PIB hors pétrole (après ajustement pour effets de transparence). ² Les dépenses prioritaires, notamment d'investissement, ont augmenté. Une nouvelle loi sur le système des finances publiques a été adoptée en 2007 et sera mise en œuvre progressivement, sur cinq ans. Seuls des emprunts concessionnels ont été contractés et les excédents budgétaires ont servi à réduire la dette intérieure.
Réforme des entreprises publiques	Prendre des mesures afin de réduire la participation de l'État dans les entreprises publiques et d'améliorer les services.	Alors que la Camerounaise des eaux est sous contrat de gestion, la restructuration de la compagnie aérienne et de la compagnie de téléphone n'est pas encore achevée.
Développement du secteur privé	Améliorer le climat des affaires afin de relancer la croissance.	Les dépenses d'infrastructure ont augmenté. Des progrès limités ont été réalisés sur la voie de l'élimination des obstacles aux échanges au sein de la CEMAC. Un plan d'action a été élaboré afin de développer l'intermédiation financière sur la base des recommandations du PESF de 2007. Les autorités sont en train de prendre des dispositions afin de renforcer le secteur judiciaire et combattre la corruption.

3. Les autorités sont résolues à relancer l'économie sur un sentier de croissance plus soutenue de façon à réduire la pauvreté, tout en sachant que la crise mondiale rend cette tâche plus ardue. Avant même le déclenchement de cette crise, elles avaient souligné leur volonté de relancer l'activité économique tout en préservant la stabilité

² Voir la note 1.

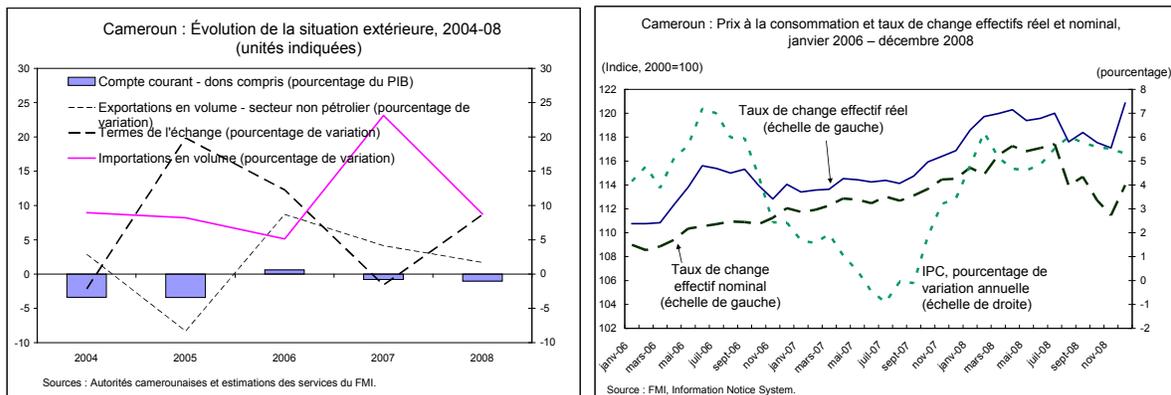
macroéconomique et la viabilité de la dette. Elles ont accéléré le redéploiement des ressources vers les dépenses prioritaires, réorienté les dépenses d'équipement vers l'infrastructure et l'agriculture et intensifié les actions menées pour mobiliser des recettes non pétrolières. Elles élaborent actuellement un programme économique dans le contexte de la nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Le ralentissement de l'économie mondiale rend ce programme de mesures encore plus urgent.

4. **L'agitation sociale qui s'était manifestée l'année dernière est retombée.** Au début de 2008, l'augmentation du prix du carburant et des denrées alimentaires, pendant que se tenaient les débats sur la révision constitutionnelle, avait suscité une certaine agitation. Les mesures budgétaires adoptées par les autorités en mars 2008— exemption des droits de douane sur certains produits de consommation courante, gel du prix des carburants dans un contexte de cours élevés, et augmentation des traitements des fonctionnaires— ont contribué à atténuer les tensions sociales et les tensions sur les prix. Toutefois, la crise mondiale est porteuse de risques sociaux considérables. En avril 2008, l'Assemblée nationale a modifié la constitution afin d'éliminer la disposition qui limitait le nombre de mandats présidentiels à deux.

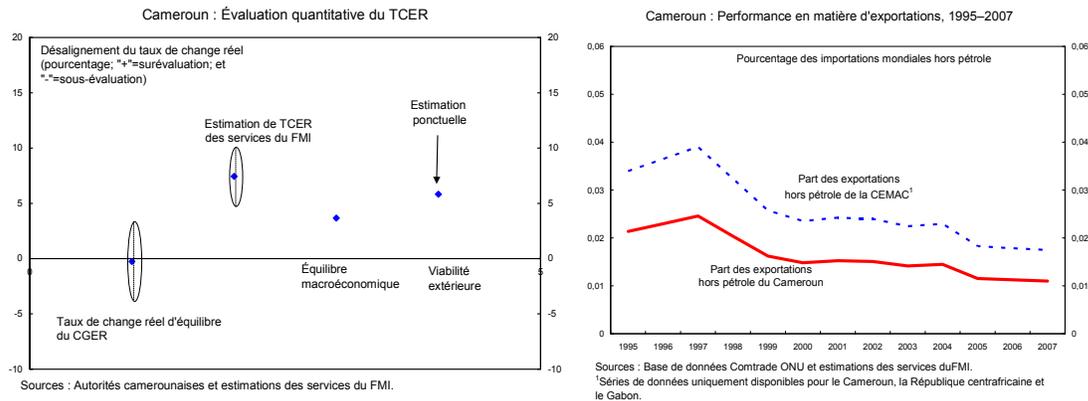
II. ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE – SURMONTER LA CRISE MONDIALE

A. Évolution de la situation économique en 2008

5. **En 2008, le ralentissement de l'économie mondiale n'a eu que peu d'effets sur l'activité économique du Cameroun** (tableau 1). Malgré la contraction de la production pétrolière, le PIB réel a progressé d'environ 3½ % à la faveur de la poursuite du redressement de l'activité non pétrolière, y compris de l'agriculture. La baisse de la demande extérieure a toutefois entraîné une diminution des exportations de bois d'œuvre et de coton. En outre, le déficit du compte extérieur courant a persisté du fait de la hausse du prix des denrées alimentaires importées (tableau 2), en dépit du maintien de prix élevés du pétrole pendant la majeure partie de l'année. Toutefois, le solde extérieur global est resté excédentaire, ce qui a permis au Cameroun de contribuer davantage aux réserves de change régionales.



6. **L'évolution des prix continue d'être principalement marquée par les carburants et les denrées alimentaires.** En dépit du gel du prix des carburants et de l'abaissement des taxes sur les produits de consommation courante, le taux d'inflation a augmenté en 2008. L'inflation globale a atteint 5,3 % (en glissement annuel) en décembre 2008 (contre 3,4 % un an auparavant), mais l'inflation sous-jacente est restée stable à environ 4½ %, ce qui, combiné au récent affermissement de l'euro, a contribué à l'appréciation du taux de change effectif réel (TCER).³ Tandis que le TCER est globalement aligné sur les fondamentaux, des facteurs autres que les prix continuent de freiner la compétitivité externe du Cameroun (encadré 2 et graphique 3).



7. **En matière de finances publiques, les résultats sont cependant contrastés.** Si le solde global des finances publiques est resté excédentaire (2 % du PIB, dons compris), ce qui a permis aux autorités d'effectuer de nouveaux dépôts auprès de la banque centrale régionale (BEAC), cet excédent a néanmoins diminué du fait des dépenses. Les dépenses d'équipement ont sensiblement augmenté par rapport à 2007 car les pouvoirs publics ont commencé à s'attaquer aux goulets d'étranglement qui faisaient obstacle à l'investissement et à mieux coordonner leurs actions avec les donateurs. Du fait des subventions explicites plus élevées accordées à la SONARA en lieu et place du faible taux d'imposition dont elle bénéficiait, les dépenses

Cameroun : Principaux indicateurs de finances publiques, 2006-08			
	2006	2007	2008 Est.
	(pourcentage du PIB)		
Recettes totales ¹	19,3	18,8	20,4
Pétrole	6,8	6,4	7,8
Hors pétrole	12,4	12,5	12,6
Dépenses totales	14,5	15,5	19,9
Courantes	11,7	11,6	14,4
Capital	2,9	3,9	5,7
Dont			
Financées sur ress. extérieures	0,7	0,6	1,0
Financées sur ress. propres	1,5	1,9	3,1
Financées sur allègement de la dette	0,4	0,9	0,9
Variation nette des arriérés	-1,8	-0,8	0,6
Solde global ¹	2,9	2,5	1,1
<i>Pour mémoire:</i>	(Percent of nonoil GDP)		
Recettes non pétrolières ²	13,8	13,8	14,2
Solde primaire hors pétrole ³	0,4	-0,4	-4,6

Sources : Autorités camerounaises et estimations et calculs des services du FMI.
¹ Hors dons.
² Tient compte de l'effet de transparence de la nouvelle formule de tarification des carburants. À compter de 2008, le soutien apporté à la SONARA sous la forme d'un allègement de la fiscalité a été remplacé par une subvention explicite, avec une augmentation équivalente des recettes non pétrolières. Cet effet de transparence représente 0,5% du PIB.
³ À l'exclusion des dons, prêts projets extérieurs, dépenses financées PPTE et C2D et dépenses de restructuration.

³ Le Cameroun est membre de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. La monnaie des pays de la région (le franc CFA) est rattachée à l'euro.

Encadré 2. Compétitivité extérieure et évaluation du taux de change réel

Il ressort de l'analyse des services du FMI que le taux de change effectif réel (TCER) du Cameroun est aligné sur son niveau d'équilibre. Les données d'enquête indiquent toutefois que plusieurs facteurs indépendants des prix, tenant principalement au mauvais climat des affaires, continuent de freiner la compétitivité extérieure du Cameroun.

Méthodologie. Cinq méthodes ont été utilisées pour évaluer le TCER et la compétitivité du Cameroun : les trois méthodes du Groupe consultatif sur les taux de change, complétées par un modèle simplifié à variables multiples spécifique au Cameroun (voir tableau) et par l'analyse des données d'enquête.

1. La méthode du solde macroéconomique estime une norme de compte courant (ou compte courant d'équilibre) sur la base des fondamentaux économiques du Cameroun par rapport à ceux de ses partenaires commerciaux. L'analyse montre qu'une dépréciation réelle de 4 % (rétrospectif) à 3 % (prospectif) serait nécessaire pour combler l'écart entre le solde courant sous-jacent, qui élimine tous les facteurs temporaires, et la norme.

2. La méthode de la viabilité extérieure calcule le solde courant qui stabilise le ratio avoirs extérieurs nets/PIB au niveau de la fin de l'année 2008. Sur la base des projections à moyen terme de croissance et d'inflation et des estimations de l'élasticité des échanges, l'analyse montre qu'une dépréciation réelle de 6 % (rétrospectif) à 8 % (prospectif) serait nécessaire pour stabiliser le ratio.

3. Deux méthodes simplifiées de calcul du taux de change d'équilibre ont été utilisées : la méthode du panel du Groupe consultatif sur les taux de change, et celle du modèle spécifique au Cameroun (modèle à variables multiples avec correction d'erreur vectorielle). Ces méthodes posent par hypothèse que le TCER d'équilibre est lié à un ensemble de facteurs fondamentaux : termes de l'échange, productivité, investissement, consommation des administrations publiques, avoirs extérieurs nets et ouverture aux échanges. Elles produisent un éventail de résultats allant d'une sous-évaluation de 0,2 % (panel) à une surévaluation de 7 % (modèle spécifique au Cameroun) du TCER.

4. Les données d'enquête utilisées en complément des évaluations quantitatives déjà mentionnées fournissent des renseignements sur les obstacles structurels à la compétitivité. Au cours des deux dernières années, l'indicateur de compétitivité du FMI et les rapports *Doing Business* de la Banque mondiale ont classé le Cameroun dans le dernier quartile. La part du pays sur les marchés mondiaux des produits non pétroliers a diminué au cours de la dernière décennie (voir graphique). Ces observations indiquent une érosion de la compétitivité du Cameroun.

Principaux indicateurs d'évaluation du taux de change effectif réel, à décembre 2008		
	Rétrospectif ¹	Prospectif ¹
	2008	2013
Compte courant effectif ²	-1,0	-3,2
(-) moins facteurs temporaires ³	0,3	0,0
Compte courant sous-jacent (A)	-1,3	-3,2
Élasticité commerce extérieur (D)	-0,19	-0,19
Écart de compte courant		
Équilibre macroéconomique		
Norme compte courant (B)	-0,6	-2,7
Écart (C=A-B)	-0,7	-0,6
Désalignement ⁴ =(C/D)	3,7	3,1
Viabilité extérieure		
Norme compte courant (B)	-0,2	-1,7
Écart (C=A-B)	-1,1	-1,5
Désalignement ⁴ =(C/D)	5,8	8,0
Méthode évaluation simplifiée (TCEF)		
TCER (E)	111,0	...
Méthode panel CGER		
TCERE (F)	111,2	...
Désalignement ^{4,5} (G)	-0,2	...
MCEV pays spécifique		
TCERE (F)	103,0	...
Désalignement ^{4,5} (G)	7,4	...

¹Rétrospectif = effectif fin 2008; prospectif = moyen terme, WEO.

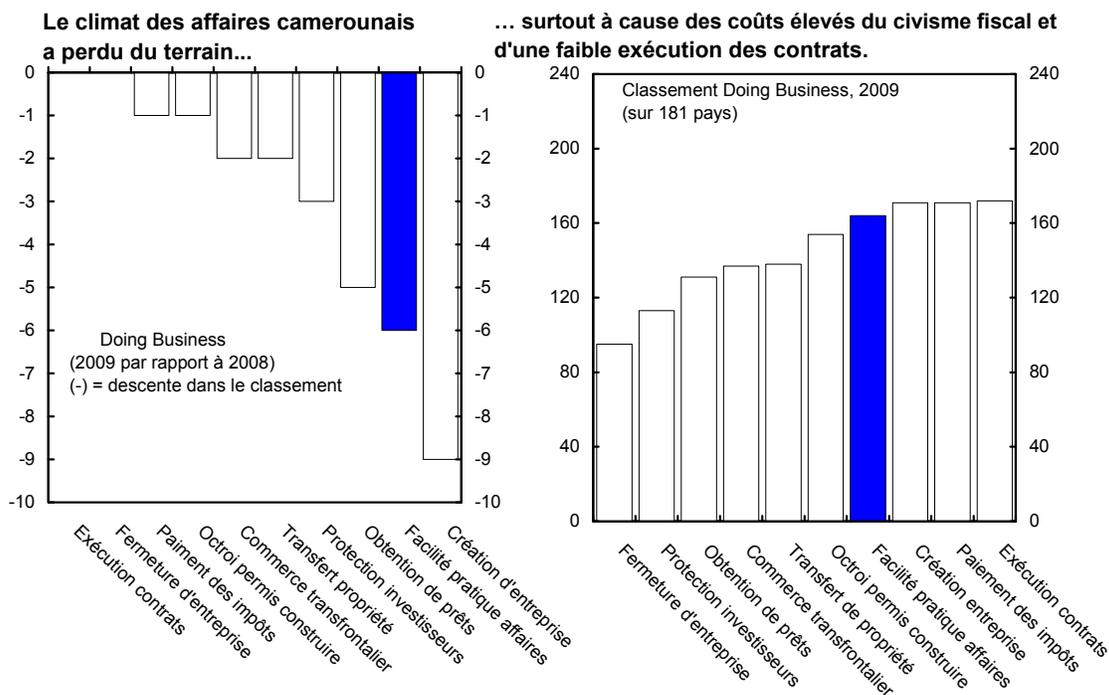
²Pourcentage du PIB, hors dons.

³Comprend importations avion CAMAIRco (-0,4 %), et variation temporaire taux de change et termes de l'échange (0,7%).

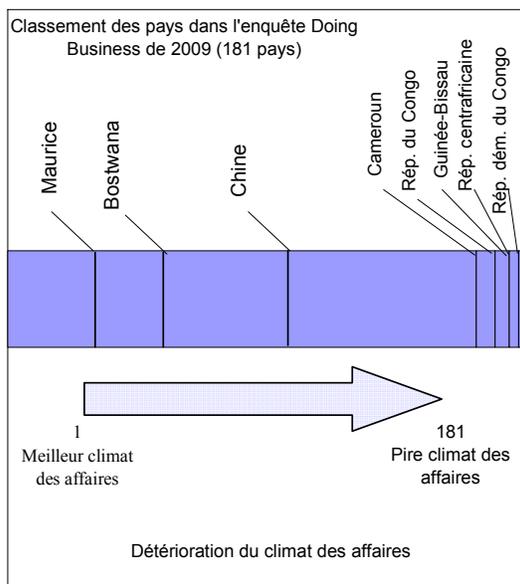
⁴ "+"=surévaluation; "-"=sous-évaluation.

⁵Différence Log indice (2000=100);
 $G=100*(\ln(E/100)-\ln(F/100))$.

Graphique 3. Analyse des données d'enquête sur la compétitivité, 2008–09



De ce fait, le pays reste dans le quartile inférieur du classement.



	Doing Business (classement global) ¹	Nombre pour obtenir une licence	Coût de transfert de propriété	Nombre de jours pour exécuter un contrat
Cameroun	164	426	18	800
Philippines	140	203	4	842
Indonesie	129	176	11	570
Chine	83	336	3	406
Botswana	38	167	5	987
Ile Maurice	24	107	11	750
Thaïlande	13	156	1	479
Autres pays CEMAC	170	200	15	717
Afrique Sub-Sahara	138	271	11	660
LMIC ³	103	214	6	664

Source: Doing Business Database, 2009 (Banque mondiale)

¹ Indique le rang sur 181 pays. (faible valeur = meilleurs rang dans le classement).

² Pourcentage de la valeur.

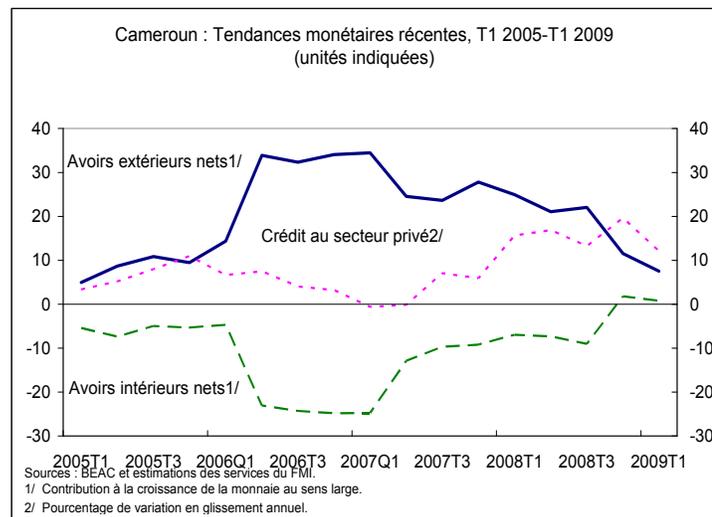
³ Pays à revenu intermédiaire inférieur.

Source : Banque mondiale, Doing Business 2008 et 2009.

courantes ont augmenté.⁴ À la faveur de prix du pétrole qui ont continué d'être élevés pendant la majeure partie de l'année, les recettes pétrolières sont restées soutenues. Toutefois, les recettes non pétrolières sont restées globalement inchangées malgré les efforts menés par les autorités afin d'améliorer l'administration fiscale.

8. **La gestion des dépenses publiques a rencontré des faiblesses.** En 2008, les dépassements budgétaires afférents aux biens et aux services ont été en partie imputables au règlement de montants importants de règlement de factures impayées (instances du Trésor) au cours de l'exercice budgétaire précédent.⁵ Des arriérés de paiement intérieurs ont recommencé à s'accumuler. En particulier, les subventions dues à la SONARA en compensation des pertes résultant du gel des prix des carburants n'ont pas été versées dans leur intégralité et les arriérés qui lui sont dus atteignent environ 1% du PIB.

9. **La croissance de la masse monétaire s'est ralentie en 2008.** Du fait de l'accumulation continue des dépôts de l'État et du ralentissement de l'expansion des avoirs extérieurs nets, la croissance de la masse monétaire a été maîtrisée (tableau 3). Dans le même temps, le crédit au secteur privé est reparti à la hausse à la faveur du lancement de plusieurs projets d'investissement, en expansion d'environ 20 % (en glissement annuel). Il en est résulté une diminution des liquidités excédentaires du système bancaire. En dépit de l'expansion rapide du crédit, on a observé des progrès dans l'application des normes prudentielles régionales. En outre, un accord a été conclu avec un partenaire stratégique sur la reprise



de l'une des banques qui ont fait l'objet d'une intervention tandis que des pourparlers sont en cours au sujet de la reprise de la seconde. À ce stade, l'agence de surveillance régionale, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), ne relève pas de signaux inquiétants dans le secteur bancaire. On observe cependant certains points de vulnérabilité, notamment en matière de respect des normes de fonds propres et des plafonds applicables aux engagements de crédit.

⁴ Voir note 1.

⁵ Les instances du Trésor sont égales à la différence entre le montant des ordres de paiement émis et le montant des décaissements.

Cameroun : Indicateurs du système bancaire						
(unités indiquées)						
	2006	févr-2007	févr-2008	août-2008	nov-2008	févr-2009
Non observation des principaux ratios prudentiels						
Ratio de fonds propres	4	4	3	3	4	2
Limite aux engagements sur une seule signature ¹	6	7	6	5	6	4
Limite au total des engagements ²	3	3	3	3	3	2
Couverture des immobilisations ³	6	5	5	3	3	2
Liquidité ⁴	0	0	1	0	0	0
Liquidité excédentaire ⁵	...	...	35	31	23	27
Transformation des échéances ⁶	4	2	2	2	2	1
Minimum fonds propres ⁷	2	2	2	2	2	1
Engagements sociétés affiliées ⁸		2	3	2	2	1
Nombre de banques	11	11	12	12	12	12
Qualité du portefeuille de prêts						
Prêts improductifs (en pourcentage des prêts bruts)	12,4	13,6	13,3	13,2	11,8	12,1
Provisionnement (en pourcentage des prêts improductifs)	89,5	83,7	89,8	86,2	89,1	91,1
Sources : Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) et calculs des services du FMI.						
¹ Les engagements sur une seule signature sont limités à 45%.						
² La somme des gros engagements supérieurs à 15% ne peut pas dépasser 8 fois les ressources permanentes.						
³ Les Fonds propres nets et autres ressources permanentes rapportés aux actifs immobilisés doivent être supérieurs ou égaux à 100%.						
⁴ Les actifs à court terme (jusqu'à un mois d'échéance résiduelle) rapportés aux engagements à court terme (jusqu'à un mois d'échéance résiduelle) doivent être supérieurs ou égaux à 100%.						
⁵ Liquidité excédentaire : Réserves totales des banques moins réserves obligatoires rapportées aux dépôts.						
⁶ Le financement des actifs à long terme (plus de cinq ans) rapporté aux engagements à long terme (plus de cinq ans) doit être au moins de 50%.						
⁷ Fonds propres minimum pour le Cameroun : 1 milliards de FCFA.						
⁸ Le crédit aux actionnaires, dirigeants et cadres doit être inférieur à 15%.						

B. Répercussions de la crise en 2009

10. Les répercussions de la crise mondiale devraient s'amplifier en 2009

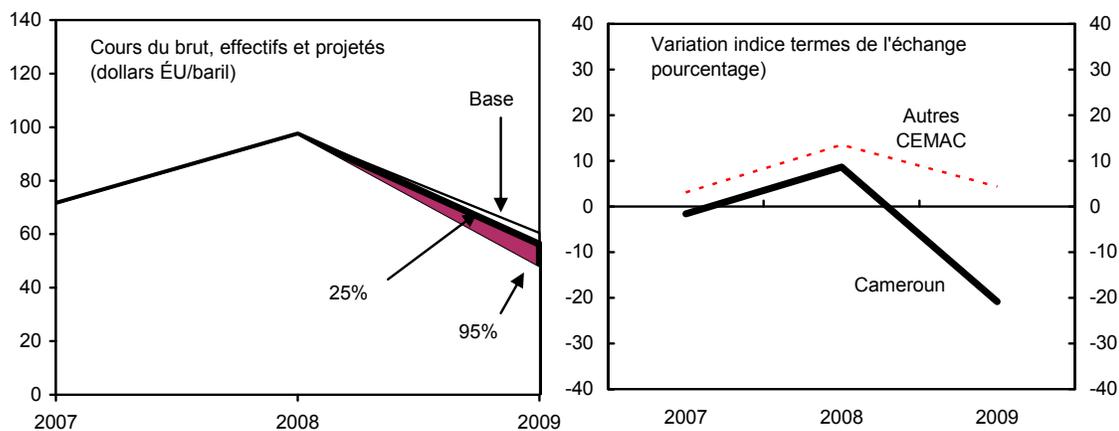
(graphique 4). Bien que le secteur bancaire camerounais ne soit pas directement exposé aux turbulences financières internationales, l'activité économique du pays devrait être affectée par les facteurs suivants :

- Les prix mondiaux des principaux produits exportés par le Cameroun (par ex., pétrole) ont baissé, entraînant une forte dégradation des termes de l'échange (environ 20 %).
- Le ralentissement de la demande mondiale affecte la demande de bois, de caoutchouc, de coton et, à un degré moindre, l'aluminium dont la production a aussi été affectée par la disponibilité des intrants.
- Du fait de la contraction des liquidités internationales, le financement de certains grands projets d'investissement a été retardé, en particulier dans les secteurs énergie, aluminium et mines, ce qui a entraîné une baisse des entrées de capitaux étrangers.
- Les envois de fonds des travailleurs émigrés (qui ne représentent que 0,8 % environ du PIB) devraient diminuer.

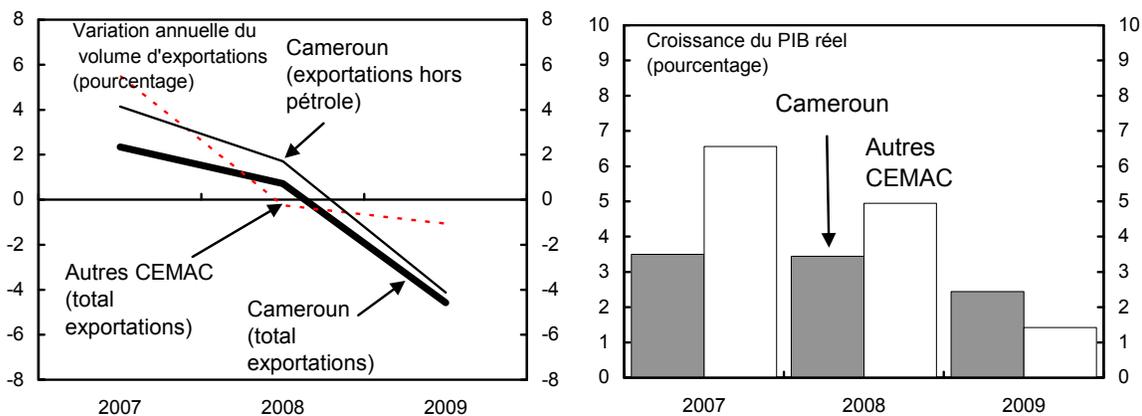
11. **Ces facteurs vont avoir de graves répercussions sur l'activité économique, le solde extérieur et les comptes financiers.** Le taux de croissance économique devrait diminuer d'un point de pourcentage pour tomber à 2,4 % en 2009 et peut-être plus bas. On

Graphique 4. Cameroun : Impact des chocs exogènes, 2007–09¹

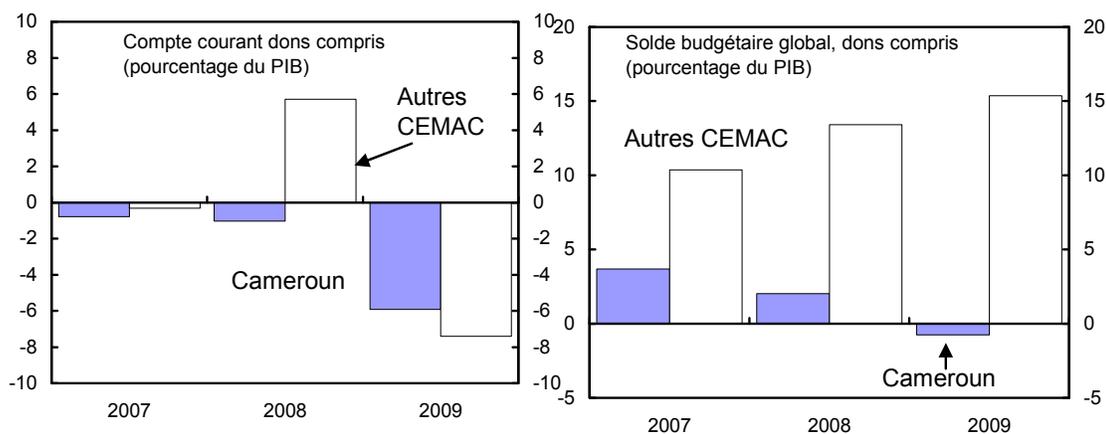
**Les cours des matières premières ont fléchi et les risques restent inclinés à la baisse.
Les termes de l'échange devraient ainsi se détériorer fortement en 2009.**



La baisse de la demande extérieure devrait ralentir la croissance du PIB réel.



Le déficit courant devrait se creuser et le solde budgétaire global devenir déficitaire.



Source : Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹La moyenne de la CEMAC exclut le Cameroun.

estime à environ 7,6 % du PIB l'impact net des chocs sur les flux de la balance des paiements. Compte tenu de l'effet compensatoire d'autres postes, la dégradation de la balance des paiements devrait atteindre environ 6 points de pourcentage du PIB en 2008-09. Cela entraînerait une forte diminution des réserves de change notionnelles du Cameroun auprès de la BEAC, qui, en l'absence de financement additionnel, passeraient de 6,2 mois d'importations en 2008 à environ 4,5 mois à la fin de 2009. De la même façon, l'excédent global des finances publiques, soit 2 % du PIB (dons compris), enregistré en 2008 ferait place à un déficit proche de 1 % du PIB en 2009.

	Impact net estimé des chocs exogènes sur la balance des paiements du Cameroun	
	Δ 2008-09	
	FCFA	Pourcentage
	(milliards)	du PIB
Exportations	-1 016,6	-9,9
Pétrole	-405,6	-3,9
Hors pétrole	-611,0	-5,9
Importations	165,1	1,6
Recettes	155,0	1,5
Envois de fonds	-5,3	-0,1
Flux de capitaux	-86,3	-0,8
Total	-788,2	-7,6

C. Perspectives à moyen terme

12. **Les perspectives économiques à moyen terme ont elles aussi été revues à la baisse.** La dégradation des termes de l'échange devrait s'infléchir en partie en 2010 et les perspectives d'exportation s'améliorer graduellement avec la reprise de l'économie mondiale. Néanmoins les retards dans la réalisation de grands projets d'infrastructure continueront de peser lourdement sur les perspectives à moyen terme. Dans ce contexte:

- la croissance du PIB réel hors pétrole devrait être inférieure aux projections initiales d'environ un point et demi de pourcentage par an;
- les recettes pétrolières ont été révisées en légère hausse du fait d'investissements récents qui devraient augmenter temporairement la production pétrolière en 2011 et 2012;
- les recettes non pétrolières ont été révisées à la baisse, car les projections laissent entrevoir maintenant une croissance plus faible;
- Le solde budgétaire global devrait devenir légèrement déficitaire (moins de 1 % du PIB) et le déficit primaire hors pétrole augmentera dans les mêmes proportions;

- Le déficit extérieur courant, qui devrait s'accroître d'environ 2 points de pourcentage du PIB du fait de la crise mondiale, persistera à moyen terme.
- Du bon côté des choses, les tensions sur les prix des aliments et carburants observées l'année dernière sont retombées.

Cameroun : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2008–14									
(unités indiquées)									
	2008	Sc. de base ¹		Scénario actualisé					
	Est.	2009	2010	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance économique et prix									
Croissance du PIB réel hors pétrole ²	4.1	4.6	4.9	3.1	3.3	3.6	3.9	4.9	5.6
Prix à la consommation (moyenne période) ²	5.3	2.6	2.0	2.7	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Prix exportation brut (\$ÉU/baril)	94.3	58.0	65.0	57.5	71.5	75.0	77.0	78.3	79.5
Production de brut (milliers barils/jour)	86	85	84	78	70	79	87	85	83
Agrégats budgétaires³									
Recettes totales	21.3	19.0	18.3	19.2	18.1	19.1	19.4	19.1	18.9
<i>Dont : pétrole</i>	7.8	4.1	3.3	4.9	4.0	4.9	5.3	4.9	4.6
<i>hors pétrole⁴</i>	14.2	14.8	15.1	14.2	14.3	14.6	14.8	14.9	15.0
Dépenses totales	19.9	18.8	18.5	18.7	18.7	18.7	18.8	19.0	19.0
<i>Dont : courantes hors intérêts</i>	14.0	12.8	12.3	12.6	12.4	12.1	11.9	11.9	11.9
<i>capital</i>	5.7	5.6	5.8	5.7	6.0	6.3	6.6	6.8	6.9
Solde budgétaire global (dons compris)	2.0	0.0	-0.4	-0.8	-0.7	0.2	0.4	0.0	-0.2
Solde budgétaire primaire hors pétrole ⁴	-6.8	-3.8	-3.4	-4.3	-4.5	-4.6	-4.8	-4.9	-4.8
Solde courant hors pétrole ⁴	-0.8	1.0	1.8	1.4	1.6	1.9	2.1	2.2	2.4
Secteur extérieur									
Compte courant (dons compris)	-1.0	-4.0	-4.0	-5.9	-4.2	-3.6	-3.3	-3.2	-3.1
Termes de l'échange ²	8.7	-30.7	-2.4	-20.9	12.5	4.4	2.3	-4.1	-3.9
<i>Pour mémoire:</i>									
Recettes pétrolières (scénario de rechange) ⁵	...	...	...	4.0	3.0	4.0	4.3	4.0	3.7
Sources : Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.									
¹ D'après le rapport du FMI No. 09/65.									
² Pourcentage de variation.									
³ Pourcentage du PIB.									
⁴ Pourcentage du PIB hors pétrole.									
⁵ À partir des cours du brut signalés dans le WEO avec une décote de 10 dollars ÉU/baril.									

III. COMPTE RENDU DES ENTRETIENS — FAIRE FACE À LA CRISE ET ATTÉNUER LES VULNÉRABILITÉS

13. **L'un des principaux enjeux consiste à contrer les effets de la crise tout en maintenant la viabilité des finances publiques et des comptes extérieurs et en sauvegardant les moyens de stimuler la croissance.** Les autorités reconnaissent que la crise mondiale est un révélateur de la vulnérabilité persistante de l'économie camerounaise face aux chocs extérieurs, en particulier aux fluctuations de la demande et des prix de ses principaux produits de base. Elles ont immédiatement pris des mesures pour protéger

l'économie à court terme et sont résolues à opérer des réformes qui lui permettront à terme de mieux résister aux chocs externes. Sur cette toile de fond, les discussions au titre de l'article IV se sont concentrées sur trois secteurs clé:

- Exploiter la marge de manœuvre budgétaire;
- Réduire les obstacles à la croissance;
- Garantir la stabilité du secteur financier.

A. Exploiter la marge de manœuvre budgétaire

14. **Les autorités et les services du FMI sont d'avis qu'à court terme la politique budgétaire devra contribuer à protéger l'économie nationale des effets de la crise mondiale, en dépit de la contraction des moyens de financement.** Le secteur privé a exprimé son inquiétude face aux coûts sociaux potentiels de la crise mondiale actuelle et a souhaité que des mesures soient prises immédiatement afin de protéger les secteurs les plus touchés (encadré 3). Dans un tel contexte, les autorités sont convenues d'éviter autant que possible des mesures de restriction budgétaire pendant cette année marquée par un net recul de la croissance. À cet effet, elles élaborent actuellement un collectif pour financer des mesures d'appui ciblé, une légère augmentation des investissements intérieurs et une dotation plus importante pour le paiement des arriérés. Les dépenses prévues au budget de 2009 seraient maintenues (à l'exception des subventions des carburants). Par rapport à 2008, l'orientation de la politique budgétaire resterait donc dans l'ensemble la même en 2009.⁶

- En l'absence de filets de protection sociale, les autorités prendront des mesures ciblées pour protéger les secteurs rencontrant de graves difficultés. Dans le secteur forestier, certains droits ont été éliminés pour réduire les effets de cascade et, compte tenu de la baisse du prix du bois d'œuvre les redevances annuelles pourraient diminuer. Dans le secteur agricole, où nombre de petits producteurs connaissent une situation difficile, les autorités prennent des dispositions pour accorder des subventions ciblées pour l'achat des semences et des engrais nécessaires à la prochaine campagne.
- La baisse des cours internationaux du pétrole offre aussi un moment propice pour supprimer les subventions aux carburants en 2009 et rétablir l'ajustement automatique des prix à la pompe. Parallèlement, les autorités étudient la possibilité de mettre en place des mécanismes ciblés pour protéger les pauvres.

⁶ La réduction prévue du déficit primaire hors pétrole, qui passerait de 6,8 % du PIB en 2008 à 4,3 % en 2009, suppose principalement l'élimination des subventions des carburants.

- Du fait de la chute des recettes pétrolières, le solde budgétaire global devrait devenir déficitaire en 2009. Faiblement endetté, le Cameroun peut emprunter sans compromettre la viabilité des finances publiques, mais compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale, l'accès aux financements concessionnels pourrait être limité dans le proche avenir. En outre le marché intérieur des titres de la dette n'est pas encore opérationnel. Il faudra donc puiser dans les dépôts de l'État auprès de la BEAC pour financer le déficit.
- Compte tenu de risques baissiers considérables, les autorités sont convenues de la nécessité d'adopter des mesures de sauvegarde si la baisse des recettes était plus prononcée que prévu. Ces mesures devraient pouvoir être mises en œuvre sans délai, donner rapidement des résultats, n'entraîner que des effets de distorsion économique limités et affecter le moins possible les pauvres. Visant à préserver les dépôts de l'État, elles nécessiteraient probablement d'effectuer des coupes dans les dépenses non prioritaires.

Encadré 3. Perspectives du secteur privé

L'équipe du FMI a tenu plusieurs réunions avec des représentants du secteur privé, notamment du secteur de l'aluminium, du ciment, du coton, de l'électricité et des secteurs bancaire, forestier et pétrolier.

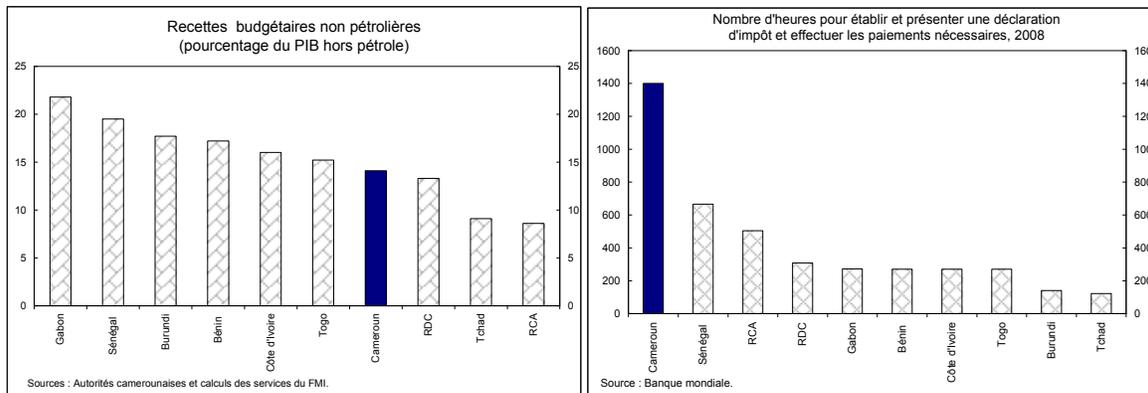
Les représentants du secteur privé ont exprimé leur inquiétude face aux graves répercussions de la crise mondiale. La baisse de la demande mondiale et des prix affecte des secteurs clé du pays, dont certains connaissaient déjà des difficultés. La production du secteur du coton, par exemple, qui subissait déjà une forte hausse du coût des intrants, en particulier des engrais, avait sensiblement diminué. Les représentants du secteur privé s'attendent à des effets de contagion notables, notamment dans le secteur des transports dont l'activité est liée pour 50 % environ au secteur du bois.

Ils soulignent les coûts sociaux de la crise. Le secteur forestier (10.000 emplois) a licencié environ 20 % de son personnel et obligé 15 % à prendre des congés. Le secteur du coton (370.000 emplois) est menacé. Ils craignent que si la crise se prolonge et qu'aucune mesure ne soit prise pour aider les secteurs en difficulté, en particulier le bois, la crise financière ne dégénère en crise sociale.

Ils appellent à des actions immédiates. Les représentants du secteur privé demandent des mesures immédiates, subventions ou différés d'impôts, en faveur des secteurs les plus touchés. Ils ont proposé que les pouvoirs publics aident les travailleurs licenciés à retrouver un emploi et souligné la nécessité d'opérer des réformes structurelles pour permettre à l'économie de mieux résister aux chocs et de devenir plus compétitive. Ils ont aussi souligné qu'il était important d'améliorer la transparence et la gouvernance, l'accès aux financements et les infrastructures publiques (en particulier routières, portuaires et énergétiques).

15. **La stratégie à moyen terme des finances publiques devra continuer de prendre en compte le caractère non renouvelable des recettes pétrolières et la nécessité de réduire les obstacles à la croissance tout en préservant la viabilité de la dette.** Le Cameroun doit limiter ses déficits tant qu'il perçoit des recettes pétrolières appréciables pour ne pas imposer à ses générations futures une dette excessive. Les recettes pétrolières, complétées par des emprunts avisés devraient financer des investissements porteurs de croissance. Il faut pour cela maintenir des soldes courants non pétroliers légèrement positifs et éviter de creuser les déficits globaux aussi longtemps que les recettes pétrolières restent substantielles. Il faut enfin éviter toute fluctuation importante du solde primaire hors pétrole pour ne pas déstabiliser l'économie. Le cadre macroéconomique examiné avec les autorités repose sur ces principes.

16. **Dans ce cadre, les autorités conviennent que les stabilisateurs budgétaires actuels ne peuvent avoir qu'un effet limité et qu'à moyen terme des mesures d'ajustement sont nécessaires.** Comme il existe peu de perspectives de financements à des conditions compatibles avec le maintien de la viabilité des finances publiques, il faut rétablir graduellement à moyen terme une position budgétaire globale équilibrée, tout en continuant d'apporter un appui à l'activité économique. Les entretiens de politique générale se sont concentrés sur une stratégie à trois volets : i) augmentation des recettes non pétrolières, ii) rationalisation des dépenses publiques afin de préserver les programmes prioritaires, et iii) mobilisation de nouvelles sources de financement intérieur.



17. **La forte chute récente des recettes pétrolières rend d'autant plus urgent de continuer à mobiliser des recettes non pétrolières additionnelles pour protéger les dépenses prioritaires.** Compte tenu de la baisse prévue de la production pétrolière après 2012, des nouvelles baisses des droits de douane qui sont envisagées et des taux déjà élevés de l'imposition des revenus du capital et du travail et des taxes sur la consommation, il est impératif d'adopter des mesures administratives pour élargir la base d'imposition.

- Les autorités sont convenues de réduire en priorité le coût du civisme fiscal grâce à la simplification des formalités fiscales et notamment de réduire le nombre des formulaires de déclaration. En outre, l'ouverture de centres offrant des services de

comptabilité et des conseils fiscaux aux petites et moyennes entreprises devrait faciliter le respect des obligations fiscales.

- Le bénéfice des exemptions sera restreint. Un dispositif de suivi plus efficace sera mis en place afin de surveiller le commerce de transit ; et de nouveaux profils de risques commerciaux seront établis pour accroître l'efficacité de l'administration des douanes.

18. **Amélioration de la qualité de la dépense publique.** Les restrictions budgétaires imposent la poursuite des actions menées pour accroître l'efficacité des dépenses. Il faut notamment augmenter les dépenses d'équipement (et de maintenance des infrastructures existantes) afin d'éliminer les points de blocage critiques et de stimuler ainsi plus énergiquement et plus durablement la croissance. Les capacités administratives nécessaires doivent aussi être renforcées.

- Il est nécessaire de sélectionner avec soin les nouveaux projets d'équipement en vue de maximiser leur impact sur la croissance et de les intégrer dans une stratégie à moyen terme. Dans ce contexte, les autorités ont l'intention de continuer i) à intensifier le suivi des dépenses publiques et la formation du personnel; et ii) à renforcer les capacités de préparation, d'évaluation et d'exécution des projets.
- Du fait des fortes fluctuations des instances du Trésor, il est difficile d'évaluer l'orientation budgétaire au cours d'une période donnée. À cet égard, les autorités se sont engagées à régler en 2009 les arriérés dus à la SONARA et présenteront à la fin de l'année au plus tard des données complètes d'exécution budgétaire sur base ordonnancement.
- La mise en œuvre progressive de la nouvelle loi sur le système de finances publiques devra faire l'objet d'un suivi attentif. Cette loi introduit plusieurs changements, notamment : un budget structuré par programme, une exécution plus stricte du budget, des règles comptables et de contrôle plus rigoureuses, et une meilleure transparence. Cependant, la mise en place de changements de cette nature n'est pas une tâche aisée, même dans les pays avancés.

19. **Il est nécessaire de recourir à d'autres sources de financement.** Une base de financement élargie pourrait permettre de maintenir les dépenses prioritaires tout en préservant la viabilité des finances publiques et en limitant les pressions sur les réserves de change régionales. Les services du FMI ont reconnu que le faible niveau d'endettement du pays devrait lui permettre d'emprunter prudemment, sans compromettre la viabilité des finances publiques et ils ont encouragé les autorités à continuer d'œuvrer avec les organismes régionaux concernés en vue d'accélérer le développement d'un marché obligataire intérieur.

20. **À cet égard, l'analyse de la viabilité de la dette indique que le risque de surendettement reste faible. Les autorités n'en prennent pas moins des mesures pour**

renforcer leur capacité de gestion de la dette.⁷ Selon l'évaluation de la Banque mondiale des pays parvenus au point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE, le Cameroun est classé parmi les pays dont la gestion de la dette est la plus faible. Les autorités ont fait savoir qu'elles s'étaient fixé comme priorité de l'améliorer. À cet effet, suite à la récente mission d'assistance technique conjointe FMI-Banque mondiale, elles mettent en œuvre une nouvelle stratégie de gestion de la dette conforme aux directives régionales de la CEMAC. À cette fin, elles définiront un cadre institutionnel établissant clairement les responsabilités, institueront une coordination effective entre toutes les entités concernées (Budget, Trésor, Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et BEAC), et élaboreront un programme annuel d'emprunt et un calendrier d'émission obligataire adaptés à la situation financière du pays.

B. Stimuler la croissance : Réduire les facteurs de blocage

21. **Les autorités sont conscientes que l'expansion économique du pays est bridée par un climat d'investissement défavorable.** Le manque d'infrastructures et un climat des affaires peu favorable entravent la production et la diversification des exportations et ralentissent la croissance (encadré 4). Les autorités ont engagé un dialogue avec les représentants du secteur privé et les donateurs afin d'identifier des mesures concrètes ; elles ont conscience que la poursuite des actions menées pour améliorer la gouvernance contribuera à réduire l'incertitude en matière de réglementation.

22. **La réalisation de nouveaux progrès dans la réforme des entreprises publiques contribuerait aussi à améliorer le climat des affaires.** Les progrès en matière de restructuration des entreprises publiques et de prestations de services ont été lents. (encadré 5). Les autorités savent que la crise financière mondiale pourrait rendre l'accès au financement plus ardu et retarder encore le programme de privatisation. Elles devraient saisir cette occasion pour préciser les stratégies de réforme, en particulier dans les transports aériens et les télécommunications, ce qui permettrait de mener rapidement à terme les restructurations lorsque la situation financière internationale sera meilleure.

23. **La poursuite de la libéralisation des échanges stimulerait la croissance.** Les autorités ont signé en janvier 2009 un accord de partenariat économique intérimaire avec l'Union européenne (UE), en attendant qu'un accord régional plus large soit signé avec les autres membres de la CEMAC. Le commerce régional au sein de la CEMAC reste toutefois très limité. Les droits d'importation pratiqués par la CEMAC sont parmi les plus élevés d'Afrique subsaharienne.⁸ Dans ces conditions, les autorités sont convenues de continuer

⁷ L'encours des arriérés extérieurs du Cameroun atteignent encore 1,4 million de dollars E.U. Les autorités ont fait tout leur possible pour conclure les négociations avec les créanciers privés concernés (voir l'Analyse de viabilité de la dette ci-jointe). L'absence d'accord avec ces créanciers ne compromet pas l'issue du travail de réforme et d'ajustement que mène le Cameroun.

⁸ Les principaux obstacles au développement du commerce intra-régional sont les déficiences des réseaux d'infrastructures régionaux et l'absence de diversification de la production.

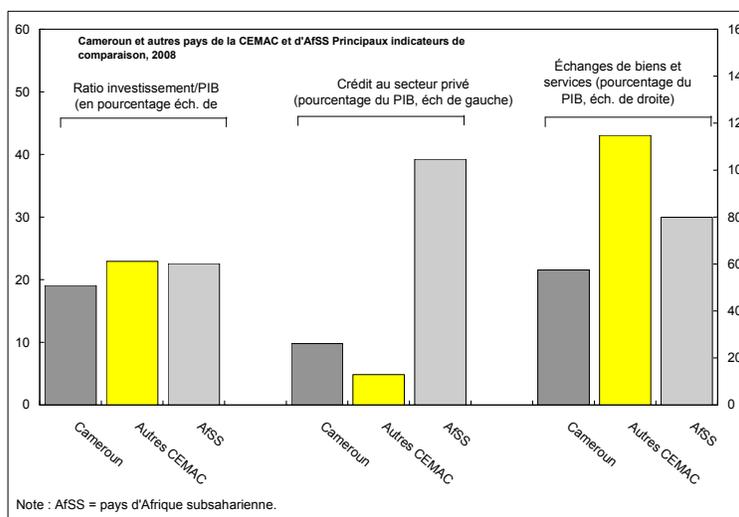
d'intervenir auprès de leurs partenaires de la CEMAC en faveur des mesures de libéralisation des échanges ci-après : i) abaissement du tarif extérieur commun maximal (TEC) de 30 à 20 %, ii) harmonisation des règles d'origine et rationalisation des exemptions du TEC, et iii) travaux en vue de la signature d'un accord commercial régional avec l'UE.

C. Garantir la stabilité du secteur financier

24. **Le secteur bancaire est dans l'ensemble solide, mais des facteurs de vulnérabilité subsistent.** On a noté des progrès dans l'application des normes prudentielles régionales, mais certaines banques camerounaises peinent encore à respecter les normes de fonds propres et de solvabilité, ce qui les rend vulnérables en cas de ralentissement économique. À cet

Encadré 4. Infrastructures : Facteurs de blocage de la croissance et enjeux

Plusieurs facteurs ont freiné la croissance du Cameroun. Après la dévaluation du franc CFA en 1994, la productivité a fortement contribué à stimuler la croissance. La dévaluation s'est accompagnée de plusieurs réformes structurelles dans les télécommunications, les ports, les chemins de fer et les banques. Depuis, les gains de productivité ont ralenti et la croissance a été beaucoup plus lente que dans les autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce que l'on explique par le faible développement du marché financier, un taux d'investissement inférieur, un climat peu propice aux affaires et le manque d'infrastructures. Il est indispensable de réaliser des progrès dans ces domaines pour promouvoir une croissance plus soutenue.



L'insuffisance des services de transport et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité sont particulièrement problématiques.

L'amélioration du réseau routier et de l'accès aux marchés demeure un objectif majeur. Environ 8 % seulement du réseau routier du Cameroun est revêtu, soit une part bien inférieure à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour sa majeure partie, y compris les routes revêtues, le réseau a une capacité insuffisante et est de mauvaise qualité. Les difficultés de transport sont encore accrues pendant la saison des pluies.

Des enquêtes ont indiqué que le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité était aussi un obstacle majeur pour les investisseurs privés. La consommation électrique du pays est bien inférieure à celle des autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. L'approvisionnement est insuffisant, la distribution irrégulière, avec des pannes fréquentes qui affectent également une grande partie des administrations publiques. .

Cameroun : Freins à la croissance, 2007		
	Cameroun	Pays rev. intermédiaire tranche inf.
Infrastructure physique¹		
Routes bitumées (pourcentage réseau routier)	8,4	23,1
Électricité (consommation par habitant en kWh)	186,0	1 380,0
Abonnés téléphone ²	1 050,0	566,0
Ménages avec télévision (pourcentage)	25,0	63,0

Source : Banque mondiale, base de données des indicateurs de développement dans le monde et autorités camerounaises.
¹Données pour 2000–06.
²Lignes de téléphonie mobile et téléphonie fixe par employé, 2008.

égard, les autorités sont convenues de continuer à travailler avec les instances régionales compétentes pour intensifier la surveillance du système bancaire, et en particulier veiller à évaluer au moment voulu la qualité des avoirs et s'assurer que les banques constituent des provisions appropriées pour les prêts improductifs et que les mesures correctives nécessaires sont mises en œuvre.

Encadré 5. Réforme des entreprises publiques

Les autorités ont mis en œuvre des programmes de restructuration des entreprises publiques visant à améliorer leur performance et la qualité des services qu'elles fournissent, tout en réduisant la charge qu'elles font peser sur le budget. Cependant, les progrès dans ce domaine ont été lents et insuffisants, ce qui a contribué à des blocages dans les infrastructures et freiné la croissance.

CAMAIR (la compagnie aérienne nationale) a cessé ses activités en mai 2008 et est en cours de liquidation. Les autorités redoublent d'efforts pour mettre sur pied une nouvelle compagnie, **CAMAIRCo**; les travaux préparatoires des appels d'offres en vue de la sélection d'un partenaire stratégique sont en cours, mais le contexte financier rend les perspectives incertaines.

Les appels d'offres relatifs à la privatisation de la compagnie de téléphone nationale **CAMTEL** ont été lancés en mars 2007, mais le gouvernement a jugé les offres insatisfaisantes. Il étudie actuellement la possibilité de recourir à un contrat de gestion, formule qui lui semble mieux appropriée compte tenu des investissements que l'État a déjà effectués pour installer un réseau de base à fibres optiques, qui donneraient une position dominante à un opérateur privé.

Les efforts déployés pour diminuer les coûts de la **SONARA** (la société de raffinage) se poursuivent. On met actuellement au point le plan de financement de l'expansion de la capacité de production qui permettra de réaliser de nouvelles économies d'échelle. La prochaine étape comprendra des mesures visant à accroître l'efficacité de la production pour que la raffinerie puisse traiter un volume plus important de bruts lourds camerounais.

Les états financiers 2008 de la **CAMPOST** (la banque postale) ont été établis. La société de gestion a établi un plan d'action proposant un éventail de solutions pour l'offre de services financiers aux régions rurales et un programme de restructuration. Les autorités étudient ces propositions.

25. **Les autorités ont conscience que le crédit bancaire est encore entravé par les dysfonctionnements du système judiciaire, l'absence de garanties adéquates et le manque d'information sur la solvabilité des emprunteurs.** Compte tenu de la crise financière mondiale, les conditions d'octroi du crédit pourraient devenir encore plus strictes si les obstacles à l'accès ne sont pas aplanis et que la qualité des avoirs se dégrade. Les autorités sont donc convenues d'accélérer la mise en œuvre de leur plan d'action pour développer l'intermédiation financière, sur la base des recommandations de la mission PESF de 2007. Ce plan a pour objet i) d'améliorer les informations sur les emprunteurs en aidant la

BEAC à établir un registre central du crédit ; ii) de mettre en place des instruments financiers adaptés aux PME tels que l'affacturage, le crédit-bail et le capital risque ; et iii) d'améliorer l'exécution des contrats en instaurant un tribunal chargé des affaires commerciales et en facilitant le règlement des litiges à l'amiable.

IV. DEMANDE D'ACCÈS RAPIDE À LA FCE

26. **Le Cameroun se trouve confronté à des difficultés principalement liées à des chocs exogènes soudains qui affectent durement l'économie.** La baisse des cours internationaux des produits de base, le repli de la demande extérieure et la raréfaction des capitaux au niveau international ont un impact négatif sur les principales activités économiques. Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse et le solde extérieur global va sans doute devenir déficitaire. En cas de dégradation des réserves de change notionnelles limitée à un niveau correspondant à environ cinq mois d'importations, le besoin de financement serait de 111 milliards de FCFA (1,1 % du PIB), reflétant le déficit des finances publiques.

27. **Les autorités ont exprimé leur inquiétude face à l'ampleur des chocs et à la rapidité de la dégradation des stabilisateurs budgétaires.** Elles considèrent qu'il est prudent de maintenir les dépôts de l'État à leur niveau actuel (soit l'équivalent d'environ 2,6 % du PIB ou de 1³/₄ mois de dépenses publiques) au regard i) de l'incertitude quant à la durée de la crise internationale, ii) de l'instabilité des recettes pétrolières, iii) des risques de réalisation des passifs éventuels, compte tenu des poches de vulnérabilités dans le secteur bancaire, iv) de l'absence d'un marché opérationnel de titres d'État, et v) de l'engagement qu'elles ont pris de régulariser les arriérés de paiement. Dans les conditions actuelles et en l'absence de financement additionnel, l'application de la stratégie financière proposée par les autorités impliquerait cependant une baisse du montant des dépôts utilisables de l'État, qui tomberait de 2,6 % du PIB à la fin de 2008 à environ 1¹/₂ % du PIB à la fin de 2009 (soit l'équivalent d'environ un mois de dépenses).⁹

28. **Dans ce contexte, les autorités ont demandé un financement du FMI au titre de la composante à accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes d'un montant de 92,85 millions de DTS (50 % de la quote-part).** Compte tenu de la nécessité de mener à bien les réformes structurelles, les autorités comptent conclure rapidement un nouvel accord au titre de la FRPC et ont contacté d'autres partenaires multilatéraux du développement en vue d'obtenir des financements additionnels. Dans l'intervalle, les concours rapides du FMI apporteront un appui financier temporaire supplémentaire pour aider le pays à s'ajuster aux chocs exogènes et à protéger les dépenses prioritaires (investissement, santé, éducation) en 2009.

⁹ Les dépôts utilisables de l'État ne comprennent pas les fonds du Contrat de désendettement et de développement (C2D), qui sont affectés à des projets spécifiques financés par la France. Les données relatives au premier trimestre de 2009 sont conformes à la dégradation prévue.

29. **Le Cameroun dispose de moyens adéquats pour rembourser le FMI** (tableau 6). L'accès à 50 % de la quote-part (environ 0,6 % du PIB) ne compromettra pas la viabilité de la dette. Le stock de la dette extérieure est peu important et l'analyse de la viabilité de la dette indique que le pays ne présente qu'un faible risque de surendettement. Du fait de l'allègement de la dette obtenu au titre de l'Initiative PPTE et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), le stock de la dette publique camerounaise est tombé à environ 10 % du PIB et la dette extérieure à environ 6 % du PIB à la fin de 2008, alors que la valeur actuelle nette de la dette extérieure (VAN) était égale à 10,2 % des exportations.

V. RISQUES

30. **Des risques importants pèsent néanmoins sur les perspectives économiques.** Les principaux risques sont l'aggravation ou la prolongation de la récession mondiale et des retards éventuels dans l'application des politiques proposées.

- Un repli plus prononcé ou plus durable de la croissance de l'économie mondiale pourrait entraîner une baisse de la demande de matières premières, dont le pétrole, et de leurs prix ainsi qu'une diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés.¹⁰
- Le resserrement des conditions financières pourrait accentuer la diminution des entrées nettes de capitaux privés et retarder la réalisation de grands projets d'infrastructures, ce qui affecterait les perspectives de croissance du pays et les actions menées pour réduire la pauvreté.
- Si les autorités ne parviennent pas à mobiliser davantage de recettes non pétrolières et à réduire les dépenses non prioritaires, les dépôts de l'État auprès de la banque centrale régionale pourraient s'en ressentir.
- Tout retard dans l'amélioration du climat d'investissement pourrait freiner la reprise attendue des exportations non pétrolières et des entrées nettes de capitaux, ce qui entraînerait des pressions sur les réserves de change régionales.

VI. ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

31. **La crise économique mondiale affecte durement le Cameroun.** Après les tensions sociales provoquées l'année dernière par les prix élevés des denrées alimentaires et des carburants, la crise mondiale actuelle pose de nouveaux défis. La baisse des prix du pétrole entraîne une diminution des exportations et des recettes publiques. Le repli sensible de la demande extérieure touche les principales exportations. Les restrictions en matière de financement extérieur ont eu pour effet de retarder d'importants projets d'investissement. Par

¹⁰Par exemple, si le prix international du baril de pétrole est inférieur de 10 dollars É.U. au niveau prévu actuellement, les recettes budgétaires diminueront de l'équivalent de 0,9 point du PIB.

conséquent, les projections relatives à la croissance ont été revues à la baisse et les soldes budgétaire et extérieur globaux devraient devenir déficitaires. En l'absence de filets de protection sociale adéquats, les coûts sociaux de la crise pourraient être considérables.

32. **Les résultats économiques des dernières années donnent au Cameroun une base relativement solide pour amortir l'impact de la crise mondiale.** Grâce à une gestion prudente des recettes exceptionnelles tirées du pétrole, dans le cadre du programme récemment achevé avec l'appui de la FRPC, l'État a pu accumuler des dépôts auprès de la BEAC et contribuer aux réserves de change régionales. Cette épargne est un stabilisateur budgétaire et extérieur opportun que les autorités peuvent utiliser avec prudence pour atténuer l'impact de la crise.

33. **La croissance a toutefois été trop lente pour réduire la pauvreté.** Le taux de change est globalement aligné sur les fondamentaux, mais des facteurs indépendants des prix continuent d'entraver la compétitivité du pays. Par suite du manque d'infrastructures et d'un climat peu propice aux affaires, le développement économique ne peut être plus rapide. Sur son actuel sentier de croissance, il est peu probable que le Cameroun atteigne les Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans ce contexte, les services du FMI félicitent les autorités de s'être engagées à préserver la stabilité macroéconomique et à s'attaquer aux obstacles structurels à la croissance, alors même que la crise mondiale rend cette tâche plus ardue.

34. **Les autorités ont déjà pris des mesures pour atténuer l'impact des chocs.** Les services du FMI conviennent avec les autorités de la nécessité de maintenir le programme de dépenses budgétaires prioritaires de 2009 afin d'éviter une contraction du secteur public pendant une année où la croissance économique ralentit. Des mesures ciblées sont mises en œuvre pour aider certains secteurs gravement touchés et pour atténuer les difficultés sociales.

35. **Les services du FMI se félicitent de l'accélération de la mise en place de réformes structurelles pour permettre à l'économie de mieux résister aux chocs.** Les autorités se sont engagées à redoubler d'efforts pour mobiliser des recettes non pétrolières, améliorer la transparence et la gestion des dépenses publiques et trouver d'autres sources de financement. Des actions résolues doivent également être mises en œuvre pour améliorer la gouvernance, promouvoir un climat des affaires plus incitatif et développer le rôle encore limité du secteur financier dans le développement économique. Les services du FMI saluent les actions menées et l'engagement pris par les autorités pour s'attaquer à ces problèmes dans le cadre du programme économique à moyen terme réalisé dans le contexte de la Stratégie de réduction de pauvreté en préparation.

36. **Les services du FMI appuient la demande formulée par les autorités au titre de la composante à accès rapide de la FCE.** Les autorités ont démontré qu'elles étaient prêtes à collaborer avec le FMI dans la recherche de solutions face à la dégradation de la balance des paiements. Les mesures qu'elles se sont engagées à prendre sont adaptées et contribuent

à rendre l'économie plus résistante aux chocs. Un appui rapide du FMI contribuera à limiter la diminution des réserves de change notionnelles et des dépôts utilisables de l'État, en les maintenant à un niveau prudent compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la situation économique. Le Cameroun dispose de moyens adéquats pour rembourser le FMI. En outre, le pays ne présentant qu'un faible risque de surendettement, l'accès à 50 % de la quote-part ne compromettra pas la viabilité de la dette.

37. Les autorités doivent cependant rester vigilantes face aux risques d'une possible dégradation de la situation. En particulier, le secteur financier, bien qu'il ne soit pas directement touché, pourrait subir le contrecoup d'une récession prolongée et freiner plus encore la croissance en cas de resserrement des conditions de crédit. Il est nécessaire de surveiller étroitement la situation dans ce secteur en collaboration avec les instances de contrôle régionales compétentes et de prendre le cas échéant les mesures correctives nécessaires.

38. Il est proposé que les prochaines consultations au titre de l'article IV avec le Cameroun aient lieu selon le cycle normal de 12 mois.

Tableau 1. Cameroun — Principaux indicateurs économiques et financiers, 2007–12

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
		Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(Pourcentage de variation annuelle, sauf indication contraire)						
Revenu national et prix						
PIB à prix constants	3.5	3.4	2.4	2.6	4.0	4.2
Pétrolier	-5.2	-6.4	-9.4	-10.0	13.1	9.7
Non pétrolier	4.1	4.1	3.1	3.3	3.6	3.9
Déflateur du PIB	2.1	1.5	-3.3	2.4	2.0	2.0
Prix à la consommation (moyenne sur 12 mois)	1.1	5.3	2.7	2.0	2.0	2.0
PIB nominal (milliards de francs CFA)	9,916	10,410	10,311	10,838	11,493	12,217
Pétrolier	948	1,161	718	754	896	1,009
Non pétrolier	8,968	9,249	9,593	10,084	10,597	11,207
Production pétrolière (milliers de barils par jour)	86	84	78	70	79	87
Commerce extérieur						
Volume des exportations	2.3	0.7	-4.6	0.8	7.7	5.7
dont : secteur non pétrolier	4.1	1.7	-4.1	4.0	6.2	4.5
Volume des importations	23.1	8.7	-8.1	4.1	5.3	6.0
Prix moyen des exportations pétrolières (dollars EU le baril)	69.6	94.3	57.5	71.5	75.0	77.0
Taux de change effectif nominal	2.4	1.9	...	...	...	...
Taux de change effectif réel	1.2	3.3	...	...	...	...
Termes de l'échange	-1.6	8.7	-20.9	12.5	4.4	2.3
Indice des prix des exportations non pétrolières (francs CFA)	-3.3	2.7	-8.2	3.5	3.4	2.9
Monnaie et crédit (fin de période)						
Avoirs intérieurs nets ¹	-9.2	1.8	14.6	8.3	10.3	8.0
Crédit net au secteur public ¹	-6.8	-6.5	1.7	1.7	3.4	1.0
Crédit au secteur privé	5.9	19.6	13.0	12.5	12.0	11.8
Monnaie au sens large (M2)	18.6	13.4	0.4	5.1	6.0	5.2
Vitesse de circulation (PIB/M2 moyenne)	5.3	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Opérations de l'administration centrale						
Recettes totales	3.3	18.5	-12.8	0.2	12.6	9.5
Dépenses totales	12.9	22.1	-2.9	5.1	6.1	7.2
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Épargne nationale brute	17.4	18.0	12.1	14.0	15.5	16.9
Investissement intérieur brut	18.2	19.1	18.0	18.3	19.1	20.2
Investissement public	3.9	5.7	5.8	6.0	6.3	6.6
Investissement privé	14.3	13.4	12.2	12.3	12.8	13.6
Opérations de l'administration centrale						
Recettes totales (hors dons)	18.8	20.4	18.1	17.3	18.4	18.9
Recettes pétrolières	6.4	7.8	4.9	4.0	4.9	5.3
Recettes non pétrolières (pourcentage du PIB non pétrolier)	13.8	14.2	14.2	14.3	14.6	14.8
Dépenses totales	15.5	19.9	18.7	18.7	18.7	18.8
Solde budgétaire (à l'exclusion des variations nettes des arriérés)						
Hors dons	2.5	1.1	-1.8	-1.6	-0.5	-0.1
Dons inclus	3.7	2.0	-0.8	-0.7	0.2	0.4
Solde primaire hors pétrole (% du PIB non pétrolier)	-1.5	-6.8	-4.3	-4.5	-4.6	-4.8
Secteur extérieur						
Solde du compte courant (dons inclus)	-0.8	-1.0	-5.9	-4.2	-3.6	-3.3
Réserves officielles brutes ²	4.8	6.2	4.9	4.2	3.5	3.0
Stock de la dette extérieure	5.5	5.5	7.5	8.0	8.3	8.6
Stock de la dette publique	11.8	9.8	12.4	13.1	13.2	13.3
(Pourcentage des exportations de biens et de services, sauf indication contraire) ³						
NPV of external debt	...	10.2	21.3	22.7	21.9	22.2
External debt service	0.8	0.7	1.5	1.1	1.3	1.3
External debt service (as a percent of government revenue)	1.4	1.2	1.8	1.5	1.8	1.7

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹En pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.²En mois d'importations de biens et de services de l'an prochain.³Estimations et calculs basés sur l'AVD révisée (juin 2009) basée sur la méthodologie applicable aux pays à faible revenu.

Tableau 2. Cameroun : Balance des paiements, 2007–14

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
		Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
	(en milliards de francs CFA)							
Solde des transactions courantes	-77	-107	-610	-458	-411	-401	-424	-436
Balance commerciale	352	411	-441	-281	-174	-143	-170	-190
Exportations, f.à.b.	2 375	2 703	1 687	1 768	2 018	2 224	2 377	2 526
Pétrole et produits pétroliers	984	1 214	808	822	980	1 108	1 103	1 097
Secteur non pétrolier	1 392	1 489	878	946	1 038	1 116	1 275	1 429
Importations, f.à.b.	-2 023	-2 293	-2 128	-2 049	-2 192	-2 368	-2 548	-2 716
Services (net)	-388	-404	-234	-205	-274	-290	-281	-271
Revenus (net)	-239	-296	-111	-174	-207	-254	-262	-270
<i>dont</i> : intérêts exigibles sur la dette publique	-37	-32	-26	-26	-23	-22	-20	-19
Transferts (net)	198	183	176	202	244	286	290	295
Entrées	213	204	198	222	268	312	316	321
Sorties	-16	-21	-22	-20	-23	-26	-26	-26
Solde du compte de capital et d'opérations financières	517	257	170	284	308	329	355	416
Compte de capital	39	78	11	11	11	8	11	11
Transferts (capital)	23	78	11	11	11	8	11	11
Remise de dette	16	0	0	0	0	0	0	0
Compte d'opérations financières	452	195	160	273	298	321	345	405
Capitaux officiels	5	53	28	56	52	56	62	104
Capitaux privés (net)	447	141	132	217	246	265	282	301
Erreurs et omissions	26	-16	0	0	0	0	0	0
Solde global	439	150	-439	-174	-103	-72	-68	-20
Financement	-439	-150	439	174	103	72	68	20
Banque des États de l'Afrique centrale	-439	-150	328	74	103	72	68	20
Utilisation des crédits du FMI (net)	4	6	0	0	-1	-1	-2	-3
Autres réserves (net)	-443	-155	328	74	103	73	70	23
Financement exceptionnel (allègement de la dette)	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation nette des arriérés	0	0	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement	0	0	111	100	0	0	0	0
Écart de financement résiduel	0	0	111	100	0	0	0	0
	(en pourcentage du PIB)							
Balance commerciale	3,6	3,9	-4,3	-2,6	-1,5	-1,2	-1,3	-1,4
Solde des transactions courantes								
Hors dons	-1,8	-2,0	-6,9	-5,0	-4,2	-3,7	-3,6	-3,5
Dons inclus	-0,8	-1,0	-5,9	-4,2	-3,6	-3,3	-3,2	-3,1
Solde global	4,4	1,4	-4,3	-1,6	-0,9	-0,6	-0,5	-0,1
	(pourcentage de variation, sauf indication contraire)							
Volume des exportations	2,3	0,7	-4,6	0,8	7,7	5,7	9,1	9,4
Secteur pétrolier	-3,3	-2,6	-6,2	-10,9	13,9	10,3	-2,1	-2,1
Secteur non pétrolier	4,1	1,7	-4,1	4,0	6,2	4,5	12,1	12,1
Volume des importations	23,1	8,7	-8,1	4,1	5,3	6,0	5,4	5,5
<i>dont</i> : secteur non pétrolier	23,2	10,9	-11,2	3,4	5,3	6,1	6,1	6,1
Termes de l'échange	-1,6	8,7	-20,9	12,5	4,4	2,3	-4,1	-3,9
Indice des prix des exportations non pétrolières (FCFA)	-3,3	2,7	-8,2	3,5	3,4	2,9	1,8	0,0
Indice des prix des importations (FCFA)	-0,3	4,2	1,0	-7,5	1,6	1,9	2,1	1,0
Taux de change (FCFA pour 1 dollar EU)	479,2	447,9	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles brutes (mois d'importations)	4,8	6,2	4,9	4,2	3,5	3,0	2,6	2,4

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 3. Cameroun — Situation monétaire, décembre 2005 – décembre 2012
(en milliards de francs CFA sauf indication contraire)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
				Dec. Est.	Dec. Proj.	Dec. Proj.	Dec. Proj.	Dec. Proj.
Avoirs extérieurs nets	500	1 034	1 510	1 745	1 417	1 343	1 240	1 168
Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC)	382	856	1 296	1 445	1 112	1 038	936	864
Banques commerciales	118	178	220	304	304	304	304	304
Avoirs intérieurs nets	1 069	679	522	558	896	1 088	1 338	1 545
Crédit intérieur	1 174	863	816	855	1 035	1 228	1 477	1 684
Créances nettes sur le secteur public	338	-2	-119	-250	-212	-173	-90	-65
Crédit net à l'administration centrale	238	-90	-222	-378	-368	-368	-368	-407
Créances	461	301	80	0	0	0	0	0
Dépôts	-223	-391	-302	-378	-368	-368	-368	-407
<i>Dont</i> : utilisables (hors C2D) ¹	-223	-326	-212	-273	-273	-273	-273	-303
Crédit aux organismes autonomes	22	17	17	14	14	16	20	23
Crédit aux entreprises publiques	78	71	86	114	143	179	259	319
Crédit aux institutions financières	4	6	25	17	17	17	17	17
Crédit au secteur privé	832	859	910	1 088	1 230	1 383	1 549	1 732
Autres postes (net)	-106	-184	-294	-297	-140	-140	-140	-140
Monnaie et quasi-monnaie	1 568	1 713	2 032	2 303	2 312	2 431	2 578	2 713
Circulation fiduciaire hors banques	273	259	355	431	431	447	558	602
Dépôts	1 295	1 455	1 677	1 873	1 881	1 984	2 019	2 111
Pour mémoire :								
Contribution à la croissance de la monnaie au sens large (en points de pourcentage)								
Avoirs extérieurs nets	9,5	34,1	27,8	11,5	-14,2	-3,2	-4,2	-2,8
Avoirs intérieurs nets	-5,3	-24,8	-9,2	1,8	14,6	8,3	10,3	8,0
<i>dont</i> : crédit à l'administration centrale	-9,0	-20,9	-7,7	-7,7	0,4	0,0	0,0	-1,5
Crédit au secteur privé (variation annuelle en %)	10,9	3,2	5,9	19,6	13,0	12,5	12,0	11,8
Monnaie au sens large (variation annuelle en %)	4,2	9,3	18,6	13,4	0,4	5,1	6,0	5,2
Circulation fiduciaire	-15,6	-5,4	37,4	21,2	0,1	3,7	24,9	7,8
Dépôts	9,6	12,4	15,3	11,7	0,5	5,4	1,8	4,5
Vitesse de circulation (PIB/M2 moyenne)	5,9	5,8	5,3	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0

Sources : BEAC et estimations et projections des services du FMI.

¹ Affectés à des projets spécifiques financés par la France.

Tableau 4. Cameroun : Opérations de l'administration centrale, 2007–12
(en milliards de francs CFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
		Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Total des recettes et des dons	1 985	2 215	1 978	1 965	2 190	2 372
Recettes totales	1 867	2 122	1 870	1 874	2 109	2 309
Recettes pétrolières	631	810	504	429	566	648
Recettes non pétrolières	1 236	1 312	1 366	1 444	1 543	1 661
Total des dons	118	92	108	91	81	63
Projets	23	26	11	11	11	8
Programmes	0	0	5	0	0	0
Autres	95	66	93	81	70	55
Dépenses totales	1 542	2 068	1 925	2 023	2 146	2 301
Dépenses courantes	1 151	1 497	1 338	1 376	1 423	1 490
Traitements et salaires	435	561	624	640	664	693
Biens et services	436	512	491	504	521	548
Financées sur allègement de la dette	17	27	55	38	31	29
Subventions et transferts	230	388	187	197	204	217
<i>dont</i> : subventions aux carburants	16	166	0	0	0	0
Pensions	84	94	100	105	111	118
Intérêts exigibles	50	36	36	36	34	33
Dette extérieure	37	32	26	25	23	21
Dette intérieure	14	4	10	11	11	12
Dépenses en capital	389	589	587	647	724	810
Investissement intérieur	280	410	453	520	608	714
Financées sur ressources extérieurs	62	99	114	118	105	96
Réhabilitation et participation	47	80	20	10	10	0
Prêts nets	14	-14	0	0	0	0
Dépenses non classées	-12	-4	0	0	0	0
Solde global, hors variations nettes arriérés						
Hors dons	326	54	-54	-150	-37	9
Dons inclus	444	146	54	-59	43	72
Variation nette des arriérés	-78	65	-132	-20	-20	-20
Dette extérieure	0	0	0	0	0	0
Dette intérieure	-78	65	-132	-20	-20	-20
Solde global, y compris variations nettes arriérés						
Hors dons	248	119	-186	-170	-57	-11
Dons inclus	366	211	-78	-79	23	52
Financement	-366	-211	-33	-21	-23	-52
Financement extérieur, net	-47	-7	16	43	38	42
Amortissement	-87	-80	-87	-64	-56	-46
Tirages	40	73	103	107	95	88
Financement de projets	40	73	103	107	95	88
Financement de programmes (prêts)	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur, net	-318	-204	-49	-65	-62	-94
Système bancaire	-217	-155	10	0	0	-39
Système bancaire, hors PPTE et C2D	-191	-140	0	0	0	-30
Amortissement	-106	-59	-59	-65	-62	-55
Financement non bancaire	4	10	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0	0	0
Besoins de financement résiduels	0	0	111	100	0	0
<i>Pour mémoire :</i>						
Solde primaire hors pétrole	-137	-628	-415	-452	-488	-543
Solde courant hors pétrole	202	-75	137	160	201	234

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 5. Cameroun : Principaux indicateurs de finances publiques, 2007–12
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
		Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Total des recettes et des dons	20,0	21,3	19,2	18,1	19,1	19,4
Recettes totales	18,8	20,4	18,1	17,3	18,4	18,9
Recettes pétrolières	6,4	7,8	4,9	4,0	4,9	5,3
Recettes non pétrolières	12,5	12,6	13,3	13,3	13,4	13,6
Total des dons	1,2	0,9	1,0	0,8	0,7	0,5
Dépenses totales	15,5	19,9	18,7	18,7	18,7	18,8
Dépenses courantes	11,6	14,4	13,0	12,7	12,4	12,2
Traitements et salaires	4,4	5,4	6,1	5,9	5,8	5,7
Biens et services	4,4	4,9	4,8	4,6	4,5	4,5
Financées sur allègement de la dette	0,2	0,3	0,5	0,3	0,3	0,2
Subventions et transferts	2,3	3,7	1,8	1,8	1,8	1,8
dont : subventions aux carburants ¹	0,2	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
Intérêts exigibles	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dette extérieure	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Dette intérieure	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépenses en capital	3,9	5,7	5,7	6,0	6,3	6,6
Investissement intérieur	2,8	3,9	4,4	4,8	5,3	5,8
Investissement financé sur ressources extérieures	0,6	1,0	1,1	1,1	0,9	0,8
Réhabilitation et participation	0,5	0,8	0,2	0,1	0,1	0,0
Prêts nets	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses non classées	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global, hors variations nettes des arriérés						
Hors dons	3,3	0,5	-0,5	-1,4	-0,3	0,1
Dons inclus	4,5	1,4	0,5	-0,5	0,4	0,6
Variation nette des arriérés	-0,8	0,6	-1,3	-0,2	-0,2	-0,2
Dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette intérieure	-0,8	0,6	-1,3	-0,2	-0,2	-0,2
Solde global, y compris variations nettes arriérés						
Hors dons	2,5	1,1	-1,8	-1,6	-0,5	-0,1
Dons inclus	3,7	2,0	-0,8	-0,7	0,2	0,4
Financement	-3,7	-2,0	-0,3	-0,2	-0,2	-0,4
Financement extérieur, net	-0,5	-0,1	0,2	0,4	0,3	0,3
Amortissement	-0,9	-0,8	-0,8	-0,6	-0,5	-0,4
Tirages	0,4	0,7	1,0	1,0	0,8	0,7
Financement de projets	0,4	0,7	1,0	1,0	0,8	0,7
Financement de programmes (prêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement intérieur, net	-3,2	-2,0	-0,5	-0,6	-0,5	-0,8
Système bancaire	-2,2	-1,5	0,1	0,0	0,0	-0,3
Système bancaire, hors C2D	-1,9	-1,3	0,0	0,0	0,0	-0,2
Amortissement	-1,1	-0,6	-0,6	-0,6	-0,5	-0,5
Financement non bancaire	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoins de financement résiduels	0,0	0,0	1,1	0,9	0,0	0,0
<i>Pour mémoire (en pourcentage du PIB hors pétrole) :</i>						
Recettes non pétrolières ¹	13,8	14,2	14,2	14,3	14,6	14,8
Solde primaire hors pétrole	-1,5	-6,8	-4,3	-4,5	-4,6	-4,8
Solde global hors pétrole	2,2	-0,8	1,4	1,6	1,9	2,1

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹ Comprend effet de transparence de la nouvelle formule de tarification des carburants. À compter de 2008, l'aide fournie à la SONARA par le biais d'une réduction des impôts est remplacée par une subvention explicite, avec une augmentation équivalente des recettes non pétrolières. Cet effet de transparence représente 0,5% du PIB.

Tableau 6. Cameroun : Indicateurs de la capacité de rembourser le FMI, 2008–18¹

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Est.					Projections					
Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant (millions de DTS)											
Principal	-	-	-	0,8	1,6	2,4	3,5	3,7	2,9	2,1	1,3
Commissions et intérêts	0,7	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant ou prévu (millions de DTS)											
Principal	-	-	-	0,8	1,6	2,4	12,7	22,3	21,5	20,7	19,9
Commissions et intérêts	0,7	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,4	0,3	0,2
Total des obligations sur la base du crédit existant ou prévu											
Millions de DTS	0,7	0,5	0,7	1,5	2,2	3,0	13,3	22,8	21,9	21,0	20,1
Milliards de francs CFA	0,5	0,4	0,5	1,1	1,6	2,2	9,7	16,6	15,9	15,2	14,6
Pourcentage des recettes publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4
Pourcentage des exportations de biens et services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
Pourcentage du service de la dette 2/	0,5	0,3	0,5	1,3	2,4	3,4	15,4	28,5	29,9	30,1	33,5
Pourcentage du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pourcentage de la quote-part	0,4	0,3	0,4	0,8	1,2	1,6	7,2	12,3	11,8	11,3	10,8
Outstanding Fund credit											
Millions de DTS	18,6	111,4	111,4	110,6	109,0	106,7	93,9	71,6	50,2	29,5	9,6
Milliards de francs CFA	13,2	83,7	81,0	80,1	78,9	77,4	68,2	52,0	36,4	21,4	6,9
Pourcentage des recettes publiques	0,6	4,5	4,3	3,8	3,4	3,2	2,6	1,9	1,2	0,7	0,2
Pourcentage des exportations de biens et services	0,4	3,6	3,3	2,9	2,6	2,4	1,9	1,4	0,9	0,5	0,2
Pourcentage du service de la dette 2/	11,8	74,2	91,0	101,2	117,2	118,7	108,4	89,6	68,5	42,2	15,9
Pourcentage du PIB	0,1	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	0,0
Pourcentage de la quote-part	10,0	60,0	60,0	59,6	58,7	57,4	50,6	38,6	27,0	15,9	5,1
Utilisation nette des crédits du FMI (millions de DTS)											
Décaissements	5,3	95,5	-	-0,8	-1,6	-2,4	-12,7	-22,3	-21,5	-20,7	-19,9
Remboursements et rachats	-	-	-	0,8	1,6	2,4	12,7	22,3	21,5	20,7	19,9
<i>Pour mémoire :</i>											
PIB nominal (milliards de francs CFA)	10 410	10 311	10 838	11 493	12 217	13 034	14 004	15 141	16 498	17 909	19 368
Exportations de biens et services (milliards de francs CFA)	3 645	2 341	2 463	2 785	3 053	3 289	3 521	3 758	3 909	4 185	4 478
Recettes publiques (milliards de francs CFA)	2 122	1 870	1 874	2 109	2 309	2 432	2 586	2 778	2 917	3 130	3 342
Service de la dette (milliards de francs CFA) 2/	111,7	112,7	89,0	79,2	67,3	65,2	62,9	58,1	53,2	50,7	43,6

Sources : estimations et projections des services du FMI.

¹ Y compris décaissement (92,85 millions de DTS) au titre de la composante d'accès rapide de la FCE au 16 juillet 2009.

² Le service de la dette total inclut les remboursements et les rachats au FMI.

APPENDIX—LETTER OF INTENT

Le 18 juin 2009

À Monsieur Dominique Strauss-Kahn
Directeur général du Fonds monétaire international
700 19th Street, N.W.
Washington, D.C. 20431
États-Unis

Monsieur le Directeur général,

1. Au terme de la mission que vos services techniques viennent d'effectuer dans notre pays dans le cadre des consultations au titre de l'Article IV des statuts du FMI, il est ressorti que la situation économique du Cameroun, qui s'était nettement améliorée grâce à la mise en œuvre des réformes soutenues par la dernière FRPC (juillet 2005 – juin 2008), va se détériorer du fait de la crise économique internationale.

2. L'économie camerounaise demeure vulnérable aux fluctuations de la demande globale et des cours de ses matières premières. En particulier, les recettes pétrolières en nette baisse cette année détérioreront le solde budgétaire et la position extérieure du pays. Ces conditions financières plus contraignantes rendent plus ardues les efforts du Gouvernement pour accélérer la croissance économique, notamment au-travers d'investissements publics. Malgré les progrès enregistrés sur le plan de la stabilité macro-économique, une infrastructure limitée et un climat des affaires peu favorable brident encore l'activité économique et l'empêchent d'atteindre les taux de croissance nécessaires pour réduire durablement la pauvreté.

Impact de la crise

3. Le ralentissement de l'économie mondiale affecte durement l'économie camerounaise à travers :

- La baisse des cours internationaux du pétrole, ce qui va générer une importante détérioration des termes de l'échange ainsi qu'une chute considérable des recettes pétrolières ;
- Le repli de la demande extérieure de nos principaux produits d'exportation, notamment le bois, le coton, le caoutchouc et l'aluminium ;
- La raréfaction des capitaux au niveau international, ce qui risque de différer le démarrage de nos grands projets miniers et d'infrastructures ;
- La baisse des transferts provenant des Camerounais de la diaspora.

4. Cette situation aura un impact négatif très sévère sur notre position extérieure nette et naturellement sur notre croissance économique qui pourrait passer de 3½ pourcent en 2008 à 2½ pourcent en 2009. Le solde budgétaire global pourrait aussi être déficitaire de l'ordre de 1 pourcent du PIB, tandis que le déficit de la balance des paiements pourrait se situer aux alentours de 4½ pourcent du PIB en 2009. Le Gouvernement est préoccupé par l'ampleur de cette détérioration (plusieurs points de pourcentage du PIB).

Mesures de riposte

5. Afin de faire face à cette situation, le Gouvernement a pris comme décision immédiate de préserver les dépenses prioritaires inscrites au Budget 2009. Il entend en effet utiliser les marges budgétaires disponibles, afin de protéger l'économie des effets de la crise mondiale et continuer à lever les contraintes de développement liées à l'insuffisance des infrastructures. Le Gouvernement réaffirme aussi son engagement à supprimer les subventions aux prix des carburants et à reprendre la bonne application du mécanisme d'ajustement des prix de détail des produits pétroliers. Soucieux de protéger les couches les plus pauvres de la population, il poursuivra ses efforts pour renforcer le système de protection sociale et examinera les modalités et mécanismes de mise en place d'un système plus ciblé.

6. De plus, le Gouvernement a pris des mesures pour venir en aide aux filières sinistrées et en particulier aux petits producteurs. Dans le secteur bois, il a supprimé la caution bancaire exigée aux contribuables de ce secteur en début de chaque exercice et la taxe d'entrée usine sur la deuxième et troisième transformation, réduisant ainsi les distorsions fiscales affectant négativement ce secteur. En outre, il envisage au courant de cette année de réduire de moitié le montant de la redevance forestière annuelle due par les entreprises de ce secteur, afin de tenir compte de la chute de la demande et des cours des produits sylvicoles. Dans le secteur coton, les crédits de TVA ont été apurés. Au vue de la situation financière très difficile des petits producteurs, il y a un risque que beaucoup d'entre eux perdent leur source de revenu cette année s'ils ne parviennent pas à produire. Les concertations se poursuivent avec l'ensemble des opérateurs du secteur agricole en vue de les subventionner en acquisition d'intrants.

7. Dans ce cadre, le Gouvernement prendra en 2009 un collectif budgétaire (loi de finances rectificative), afin de refléter la baisse des recettes pétrolières et non pétrolières. Au plan des dépenses, le collectif budgétaire tiendra compte de la nécessité de préserver les dépenses prioritaires initialement envisagées, de soutenir les secteurs en crise, et de résorber les arriérés de paiement du manque à gagner de la SONARA au titre du soutien des prix des produits pétroliers à la pompe pour le compte de l'année 2008.

8. Le Gouvernement s'engage également à prendre des mesures de riposte contre les chocs exogènes et à mettre en œuvre des politiques économiques susceptibles de réduire la vulnérabilité de l'économie camerounaise, tout en préservant la stabilité macro-économique.

A cet effet, il entreprendra des actions visant les objectifs suivants : (i) accroissement des recettes non-pétrolières, (ii) diversification des sources de financement publique, (iii) renforcement de la gestion des dépenses publiques, (iv) amélioration du climat des affaires, et (v) préservation de la stabilité du secteur financier.

9. **Accroissement des recettes non-pétrolières.** Le Gouvernement redoublera d'efforts dans la mobilisation des recettes non-pétrolières, moyennant l'élargissement de l'assiette. A cette fin, les mesures suivantes seront mises en œuvre :

Au niveau de la fiscalité intérieure :

En 2009

- Simplification des formalités fiscales de déclaration et de paiement des impôts en réduisant par moitié le nombre des formulaires de déclaration, afin de réduire le coût élevé du civisme fiscal;
- Intégration dans le droit commun des 19 entreprises identifiées qui continuent à bénéficier indûment des régimes dérogatoires ;
- Lancement des activités des centres de gestion agréés (offrant des services de comptabilité et formalités fiscales aux petites et moyennes entreprises), afin d'inciter les opérateurs du secteur informel à s'immatriculer auprès de l'administration fiscale et d'améliorer et simplifier les déclarations des opérateurs déjà immatriculés.
- Finalisation de l'interconnexion informatique entre le Ministère des Finances et le Ministère des Forêts pour renforcer l'échange d'informations sur les contribuables;

Dès 2010

- Conclusion des travaux de mise à jour du cadastre fiscal, en vue d'élargir l'assiette de la taxe foncière.
- Mise en œuvre de la télé-déclaration d'impôt afin de poursuivre la réduction du coût du civisme fiscal.

Au niveau de la fiscalité de porte

En 2009

- Exploitation optimale de SYDONIA (Système Douanier Informatisé) à travers un meilleur suivi de l'indicateur de risques, pour combattre la fraude douanière ;
- Mise en place et exploitation d'un dispositif de suivi par géo-localisation des marchandises afin de sécuriser le transit et combattre la fraude;

- Accélération de la mise en application de la vignette sur les tabacs et les alcools, afin de lutter contre la contrebande et d'accroître les recettes douanières.

Dès 2010

- Extension géographique de SYDONIA à d'autres postes importants de recettes, en particulier Maroua et Garoua-Boulai, et établissement des interconnexions informatiques entre les postes SYDONIA existants ;
- Dématérialisation des procédures et partage en réseau des données, grâce au renforcement du guichet unique électronique ;
- Mise en place d'un fichier de la valeur, afin de garantir une bonne mise en application de la valeur transactionnelle et une meilleure appréciation des valeurs déclarées.

10. **Diversification des sources de financement publique.** Afin de diversifier les sources de financement de l'économie, le Gouvernement envisage de recourir d'ici un an à l'émission de titres publics, dès que le dispositif sous-régional y relatif sera opérationnel.

11. **Renforcement de la gestion des dépenses publiques.** Le Gouvernement poursuivra ses efforts dans le domaine de l'amélioration de la qualité de la dépense pour obtenir le meilleur rapport entre les dépenses engagées et les services et prestations fournis et dégager ainsi des économies susceptibles d'être réaffectées à des dépenses prioritaires. A cet effet, il procédera dès 2009 à la révision trimestrielle de la mercuriale des prix, afin de lutter contre la surfacturation et d'assurer l'efficacité de la dépense.

12. L'augmentation des investissements publics sera un des volets essentiels de la politique de relance de l'économie camerounaise. Le Gouvernement s'engage ainsi à continuer à (i) améliorer le suivi des dépenses publiques ; et (ii) renforcer les capacités de préparation, d'évaluation et d'exécution des projets. A cette fin, un bureau d'études à participation publique sera créé en 2010, afin de renforcer les capacités en évaluation des projets et de garantir la maturation des projets inscrits au budget de l'État.

13. Le Gouvernement prendra également des mesures pour améliorer la transparence budgétaire. Le Gouvernement entend poursuivre la publication des rapports trimestriels sur l'exécution du budget. Le tableau des opérations financières de l'État (TOFE) sur base ordonnancement sera finalisé en 2009 et sera ensuite régulièrement produit, afin de donner une image plus complète des engagements budgétaires de l'État. En outre, le Gouvernement reconnaît la nécessité d'éviter l'accumulation excessive d'arriérés et de restes-à-payer. A cette fin, il s'engage à procéder en 2009 au règlement des montants restant dus à l'égard de la SONARA et poursuivra ses efforts de renforcement de la gestion des dépenses.

14. Concernant la mise en œuvre progressive du nouveau régime financier, au cours de l'année 2009, un certain nombre d'actions en cours seront finalisés, notamment (i) la

rédaction du décret portant règlement de la comptabilité publique, précisant les opérations du budget de l'État, les acteurs, et leurs rôles respectifs dans le nouvel environnement, et (ii) la rédaction du guide méthodologique sur l'élaboration des budgets programmes.

15. **Amélioration du climat des affaires.** Les Autorités accorderont la priorité au développement du secteur privé, afin d'élargir et de diversifier la base de production et contribuer ainsi à la réduction de la vulnérabilité de l'économie nationale aux chocs extérieurs. Ce faisant, un accent sera mis sur l'amélioration du climat des affaires et la lutte contre la corruption. A cet effet, le Gouvernement est en train de conduire, avec l'appui de la SFI, des actions en vue de la création d'un cadre favorable à l'attrait des investissements étrangers. Pour l'année 2009, les actions prioritaires envisagées portent sur la simplification des procédures de création d'entreprises et l'amélioration du commerce transfrontalier.

16. **Préservation de la stabilité du secteur financier.** Bien que la contagion de la crise financière internationale via les canaux financiers semble peu probable au Cameroun, un ralentissement durable de l'activité économique pourrait augmenter la vulnérabilité des banques. A cet égard, le Gouvernement continuera à travailler avec les instances régionales compétentes pour intensifier la surveillance du système bancaire et limiter tout coût potentiel pour le budget, en s'assurant plus particulièrement que les banques constituent les provisions appropriées pour les risques de défaillance de paiements et que les mesures correctives nécessaires sont mises en œuvre.

Requête pour un accès rapide à la FPCE

17. Malgré ces mesures de riposte, les effets de la crise internationale résulteront en un besoin accru de financement pour le budget. En l'absence d'un marché de titres d'État opérationnel, le solde budgétaire globale déficitaire attendu pour l'exercice 2009 pourrait être financé en ponctionnant sur les dépôts du Gouvernement auprès de la BEAC.

18. Cependant le niveau actuel de ces dépôts est approprié pour fournir une certaine assurance au regard de (i) l'incertitude de la durée de la crise internationale, (ii) la volatilité des cours du pétrole, (iii) les vulnérabilités dans le secteur bancaire, et (iv) l'absence d'un marché de titres d'État. Afin de protéger les dépenses prioritaires et ne pas compromettre les efforts de réduction de la pauvreté, il sera nécessaire de faire recours à d'autres sources de financement.

19. Au regard de l'ampleur de ces besoins de financement, le Gouvernement est en train de mener des discussions avec ses partenaires au développement pour solliciter leur assistance. Par ailleurs, la finalisation du nouveau Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) est envisagée au plus tard août, 2009. Elle constituera une étape importante pour notre dialogue avec nos partenaires et jettera les bases de la discussion avec le FMI pour un nouveau programme appuyé par la FRPC d'ici fin 2009.

20. La mobilisation de ces financements demandera néanmoins du temps. C'est ainsi que le Gouvernement sollicite l'accès rapide à la Facilité de Protection contre les Chocs Exogènes (FPCE) à concurrence de 50 pour cent de notre quote-part.

21. Le Gouvernement du Cameroun autorise le FMI à rendre publique la présente lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma parfaite considération.

**LE PREMIER MINISTRE
CHEF DU GOUVERNEMENT**

Inoni Ephraim

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
ET
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
CAMEROUN

Viabilité de la dette — Analyse conjointe Banque mondiale/FMI¹

Préparée par les services du Fonds monétaire international (FMI)
et l'Association internationale de développement (IDA)

Approuvée par Mark Plant et Dhaneshwar Ghura (FMI),
Carlos Braga et Sudhir Shetty (Banque mondiale)

19 juin 2009

L'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu (AVD) effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale montre que le risque de surendettement du Cameroun reste faible. Tous les ratios d'endettement extérieur demeurent largement en-dessous des seuils liés aux politiques mises en œuvre inscrits dans le scénario de référence et dans les tests de résistance; les indicateurs de la dette publique restent également à des niveaux confortables. Le renforcement des pratiques de gestion de la dette, l'amélioration de la mobilisation des recettes non pétrolières et l'élargissement de la base des exportations demeure souhaitable, eu égard à la baisse prévisible des recettes pétrolières sur le long terme.

¹ Préparée par les services du FMI et de l'IDA, en collaboration avec les autorités camerounaises. Les résultats préliminaires ont été présentés par les services du FMI lors d'un séminaire organisé par les autorités camerounaises à Yaoundé le 2 avril 2009. La présente AVD intègre les observations formulées par les autorités gouvernementales et obéit à la Note d'orientation à l'intention des services du FMI et de la Banque mondiale sur l'application du cadre d'analyse de viabilité de la dette aux pays à faible revenu, publié le 9 octobre 2008 (voir <http://www.imf.org/external/pp/longres.aspx?id=4297> et <http://go.worldbank.org/GBKAT4BH40>), et met à jour celle de 2008 (FMI, Rapport 08/279, Cameroun <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=22260.0>). La présente AVD a été menée par précaution sur la base de données brutes (et non nettes), en l'absence d'informations sur les créances du Cameroun.

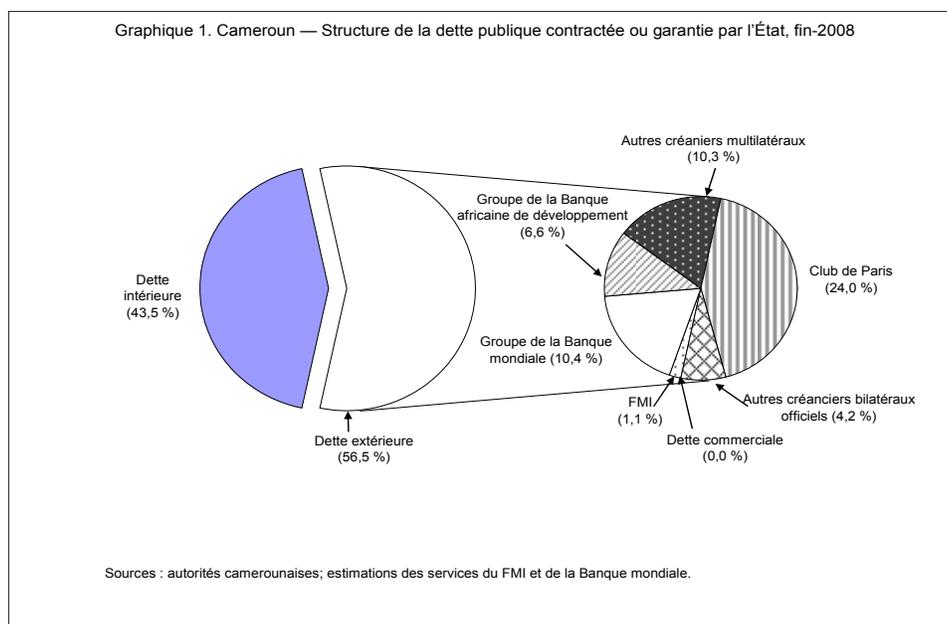
I. CADRE GÉNÉRAL

1. **Le présent rapport met à jour l'analyse de viabilité de la dette (AVD) effectuée en 2008 (FMI, rapport n° 08/279).** Le scénario de référence se situe dans le droit fil des derniers entretiens au titre de l'article IV avec les autorités (mars-avril 2009). Depuis l'AVD de 2008, le Cameroun a subi le contrecoup de la crise mondiale induit par l'affaiblissement de la demande mondiale et la chute des prix des produits de base. La contraction des exportations de bois, de caoutchouc, de coton et d'aluminium, ainsi que la baisse de la production et des cours du pétrole ont freiné la croissance du PIB, avec des effets significatifs tant sur la balance des paiements que sur les comptes budgétaires. Les autorités camerounaises ont donc demandé une assistance du FMI au titre du volet d'accès rapide à la Facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE-VAR) pour un montant équivalent à 50 % de la quote-part (0,6 % du PIB). Ce rapport d'évaluation de la viabilité de la dette tient compte de cette évolution.

2. **L'AVD est basée sur les données fournies par les principaux créanciers multilatéraux et par les autorités camerounaises concernant les autres créanciers.** La couverture des données afférentes à la dette est en amélioration. Elles couvrent actuellement la dette extérieure de l'administration centrale, la dette garantie par l'État et l'estimation annuelle de la dette intérieure. Malgré les efforts déployés pour améliorer les statistiques de la dette, la couverture des engagements des entreprises publiques, des passifs conditionnels des institutions financières et des arriérés de paiement de l'État envers les entreprises publiques et parapubliques reste inégale.

3. **Toutes les dispositions ont été prises pour conclure des accords d'allègement de dette avec les créanciers bilatéraux et la plupart des créanciers commerciaux.** Pour l'heure, des accords bilatéraux ont été signés avec les créanciers membres et non membres du Club de Paris. Les accords conclus avec la plupart des créanciers commerciaux membres du Club de Londres ont permis de ramener l'encours de la dette de 91,2 millions de dollars EU en 2007 à 1,4 million de dollars EU en 2008. Un accord reste à conclure avec une banque pour 0,5 million de dollars EU et trois établissements non boursés, pour 0,9 million de dollars EU. Les autorités n'épargnent aucun effort pour apurer la dette exigible (0,06 % du PIB) mais éprouvent des difficultés à entrer en relation avec certains créanciers, par manque de réaction de la part de ces derniers ou parce qu'ils ont cessé d'exister en tant qu'entités commerciales.

4. **La situation de la dette du Cameroun s'est considérablement améliorée au cours des dernières années.** Le ratio de la dette publique au PIB a été ramené de 51,8 % en 2005 à 9,8 % en 2008 (2,28 milliards de dollars EU), grâce à la mise en œuvre des dispositifs PPTE et IADM en 2006 et au respect d'une politique d'endettement prudente depuis lors (tableau 1



du texte)². Suite à l'allègement de dette au titre des initiatives PPTE et IADM, la poursuite de la contraction de la dette extérieure s'est traduite par : i) la réduction des prêts nets des entreprises publiques; ii) l'apurement des montants dus à la plupart des créanciers commerciaux du Club de Londres; iii) les effets de valorisation liées aux variations du taux de change. Des montants significatifs ont aussi été remboursés au titre de la dette intérieure, grâce aux excédents de recettes liés à la hausse du cours du pétrole par rapport aux prévisions, observée en 2008.³

Tableau [texte] 1. Cameroun — Encours de la dette publique, 2007-08

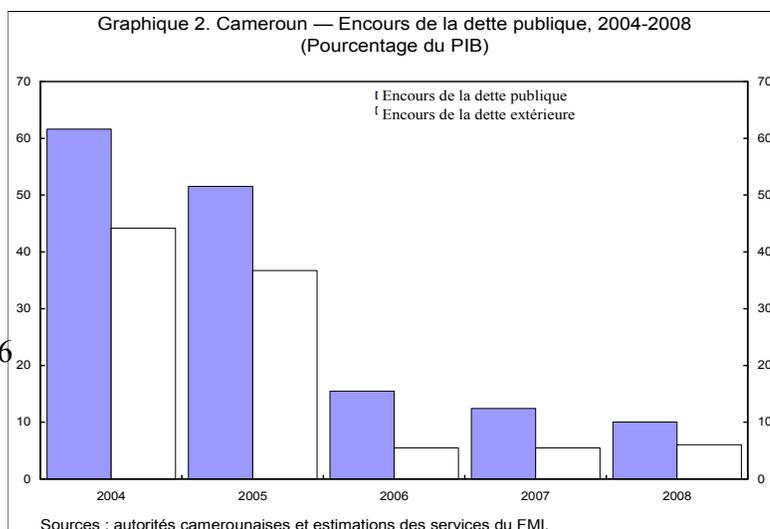
	Millions de dollars EU		Pourcentage du total		Pourcentage du PIB	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Total	2,450.2	2,281.4	100.0	100.0	11.8	9.8
Extérieure	1,173.6	1,290.0	47.9	56.5	5.7	5.6
Intérieure	1,276.6	991.4	52.1	43.5	6.2	4.3

Sources : autorités camerounaises, estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

² Données de la dette, après application des dispositifs PPTE et IADM, hors service de la dette envers la France dans le cadre du Contrat désendettement développement (C2D).

³ La dette intérieure correspond aux arriérés intérieurs d'avant 2004 audités et rééchelonnés en 2005.

5. **À l'heure actuelle, la dette bilatérale constitue la partie prépondérante de la dette extérieure publique.** Après l'allègement de dette au titre des initiatives PPTE et IADM en 2006, la part de la dette bilatérale est passée de 47 % en 2005 à 52 % en 2008. De ce fait, entre 2006 et 2008, le degré de concessionnalité a légèrement baissé (de 41 à 39 %) et le taux d'intérêt moyen a augmenté, de 1,1 à 1,4 %.



II. SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DE L'ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE (AVD)

6. **Le cadre macroéconomique à moyen et long terme reste globalement inchangé par rapport à la précédente AVD :**

- **La crise financière internationale et le ralentissement de l'activité mondiale** ont été préjudiciables aux variables macroéconomique, dénotant la baisse de la demande mondiale et des prix des principaux produits d'exportation.
- Toutefois, **le cadre macroéconomique à moyen et long terme reste pour l'essentiel inchangé par rapport à la précédente AVD.** La croissance du PIB réel en particulier, devrait rebondir à moyen terme, sous l'effet conjugué de l'augmentation des investissements et de la mise en œuvre des réformes structurelles. Selon les projections, le déficit extérieur courant devrait se creuser à moyen terme, puis se réduire progressivement sur le long terme. La politique budgétaire devrait épauler la croissance économique et la réduction de la pauvreté. À moyen terme, le solde budgétaire primaire hors pétrole devrait se dégrader, eu égard à la nécessité de satisfaire des besoins sociaux et en infrastructure colossaux. Les nouveaux prêts du secteur public devraient augmenter progressivement à moyen terme, pour aider au financement des investissements consacrés aux infrastructures.

	2009–10	2011–29
Croissance du PIB réel (pourcentage)		
AVD actuelle	2.5	5.0
AVD précédente	4.7	5.3
Recettes budgétaires (% du PIB)		
AVD actuelle	18.7	17.6
AVD précédente	22.0	18.5
Exportations (pourcentage du PIB)		
AVD actuelle	22.7	23.6
AVD précédente	26.2	16.1
Prix du pétrole (dollars EU/barril)		
AVD actuelle	64.5	70.1
AVD précédente	105.1	102.5

Sources : autorités camerounaises; estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

¹ La précédente AVD portait sur la période allant de 2008 à 2028.

Encadré 1. Cameroun — Hypothèses macroéconomiques du scénario de référence⁴

Dans un contexte de diminution régulière de la production de pétrole, la croissance annuelle sous le scénario de référence — devrait être tirée par le secteur non pétrolier — a été revue en baisse et ramenée pour 2009-10 à 2½ % environ (3,2 % de croissance pour le secteur non pétrolier) et atteindrait progressivement 4,2 % d'ici 2012 en supposant une augmentation des dépenses d'équipement et une intensification des réformes structurelles portant sur le climat des affaires, la mise en place de biens et d'infrastructures publiques, et une gestion plus efficiente des finances publiques. La croissance à long terme devrait ressortir en moyenne à 5,2 % sur la période 2015-29, impulsée par les secteurs non pétroliers (agriculture, mines et services). Les projections des services comportent plusieurs épisodes de croissance distincts. Après une période initiale de faible croissance en 2009-10, résultant de l'impact de la crise financière sur le Cameroun, la croissance devrait être portée à 4 % environ en 2011-12. Elle s'accélérerait ensuite pour atteindre 5½ à 6 % sur la période 2013-16, à la faveur des réformes structurelles prévues sur les 2 ou 3 prochaines années pour améliorer la transparence, la gouvernance, l'accès aux financements et rendre l'environnement des affaires plus compétitif, ainsi que des nouveaux investissements dans l'infrastructure des transports notamment (ports inclus) et de l'énergie. Après 2016 la croissance devrait fléchir peu à peu pour s'établir dans une fourchette de 4 à 4½ %, sous l'effet de la baisse de la production pétrolière et du tassement de l'impact de la première série de réformes structurelles et des investissements prévus en 2010-13 sur la croissance. Les investissements intérieurs prévus sur la période de projection devraient être soutenus par les entrées de capitaux.

Les effets de la crise alimentaire et pétrolière de 2008 s'atténuant, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation devrait fléchir en 2009 puis se maintenir autour de 2 % — en tablant sur une correction progressive par rapport au pic de 5 % atteint en 2008, encore qu'inférieur au seuil de la CEMAC — sur le moyen et le long terme, conformément à son niveau tendanciel qui est également conforme aux critères de convergence de la CEMAC.

Les recettes publiques devraient diminuer sur la durée, du fait de la contraction des recettes pétrolières. Les recettes non pétrolières devraient passer de 12½ % du PIB environ en 2008 à près de 16 % à la fin de la période de projection, dénotant la constance de l'application des mesures de renforcement des administrations fiscales et douanières. Les dépenses publiques devraient être portées, à moyen terme, à 19 % du PIB environ. Cette évolution découlerait de l'augmentation progressive des dépenses en capital sur le moyen terme, à la maîtrise de l'expansion des dépenses de fonctionnement et à l'accroissement des dépenses en faveur des plus démunis. Ces dernières devraient être réalisées grâce à l'amélioration de la gestion des dépenses publiques, notamment de l'affectation des crédits aux secteurs prioritaires.

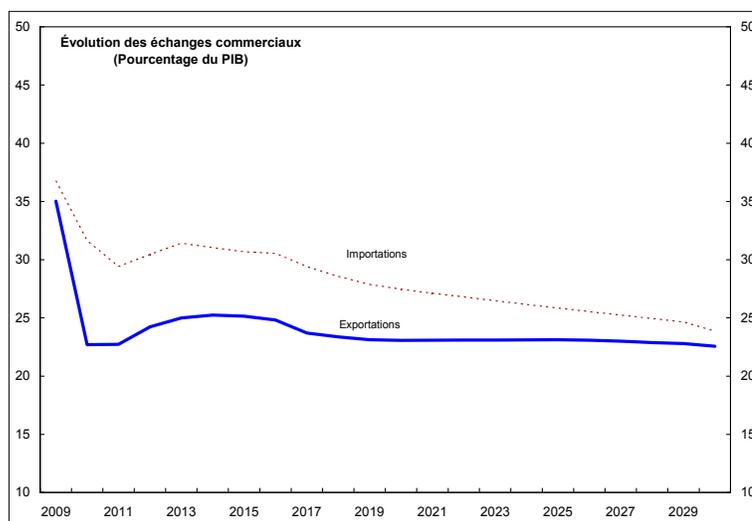
Le déficit extérieur courant, dons inclus, devrait se creuser sur la période 2009-16 puis se réduire progressivement vers 2019. Le total des exportations devrait diminuer en 2009-10, en raison de la baisse de la demande extérieure. Le taux de croissance du volume des exportations non pétrolières (caoutchouc, coton, cacao, café et bois) devrait rester élevé (7,7 % sur la période 2011-29), compensant la baisse des exportations de pétrole. Le volume des importations devrait s'accroître (de 5,4 % au total, et de 5,1 % pour les produits autres que le pétrole), l'accélération de la croissance de 2011 à 2016 allant de pair avec les importations d'équipement et de biens intermédiaires. Le déficit extérieur courant serait financé par

⁴ Les estimations et projections sont établies en francs CFA, sauf indication contraire. Le scénario de référence est aligné sur les hypothèses et projections de la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

Encadré 1. Cameroun (fin) — Hypothèses macroéconomiques du scénario de référence

l'investissement direct étranger et des prêts, provenant pour partie de l'IDA et pour le reste d'autres bailleurs de fonds à des conditions moins concessionnelles.

Les prêts extérieurs devraient augmenter peu à peu pour atteindre 1,1 % du PIB en 2009-11 (contre une moyenne de 0,8 % du PIB sur la période 2001-08). Les crédits de l'IDA devraient représenter 17 % des nouveaux emprunts annuels, le solde provenant d'autres créanciers multilatéraux et bilatéraux à des conditions moins concessionnelles. À supposer que le Cameroun passe, en 2015, le seuil des pays habilités à bénéficier exclusivement des crédits de l'IDA, les décaissements de la Banque mondiale s'effectueraient également à des conditions moins conditionnelles.



III. VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Scénario de référence

7. Cette analyse repose sur des seuils indicatifs de charge de la dette extérieure sur la base de résultats donnés. Le cadre de viabilité de la dette (CVD) des pays à faible revenu obéit à des seuils d'endettement spécifiques à chaque pays, déterminés par les politiques mises en œuvre et le cadre institutionnel établi. Ces seuils découlent d'observations empiriques qui ont permis de constater que le niveau de viabilité de la dette d'un pays à faible revenu s'accroît avec la qualité des politiques et des institutions. Cette qualité est mesurée par l'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA), établi chaque année par la Banque mondiale. Le Cameroun se classe actuellement dans la catégorie des «pays à faibles résultats» dans le cadre de viabilité de la dette établi conjointement par le FMI et la Banque mondiale, sur la base d'une moyenne mobile de l'indice CPIA pour les trois dernières années⁵. Les seuils indicatifs d'endettement extérieur pour les pays de cette catégorie sont les suivants : ratio VAN de la dette/exportation de

⁵ L'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA) du Cameroun a fléchi, de 3,3 à 3,2 entre 2005 et 2006 et s'est maintenu à ce niveau en 2007, plaçant la moyenne de l'indice CPIA du Cameroun pour les trois dernières années à 3,25 — note des pays présentant des résultats faibles. Ce recul est dû à la détérioration des paramètres suivants : *cadre du droit des affaires; *politiques et institutions de protection de l'environnement; faisceau des politiques structurelles; efficacité de la mobilisation des recettes publiques.

100 %; ratio VAN de la dette/recettes de 200 %; ratio VAN de la dette/PIB de 30 % et ratios du service de la dette aux exportations et aux recettes de 15 et 25 % respectivement.

8. La dette extérieure du Cameroun paraît viable. Sous le scénario de référence, tous les indicateurs de la dette restent en-dessous des seuils jusqu'en 2029.

- Le tableau 3 du texte et le graphique 3 montrent que tous les ratios afférents à la dette extérieure se situent en-dessous des seuils. Le rythme d'accroissement du ratio de la VAN de la dette aux exportations devrait plus accéléré en raison de la baisse des exportations de pétrole, une composante

	Seuil	Moyen terme		Long terme
		2009	2009-2014	2015-2029
Dette extérieure				
VAN de la dette/PIB	30.0	4.8	5.4	7.0
VAN de la dette/exportations	100.0	21.3	22.4	30.4
VAN de la dette/recettes	200.0	26.6	29.5	41.2
Service de la dette/exportations	15.0	1.5	1.3	1.7
Service de la dette/recettes	25.0	1.8	1.7	2.2
Dette intérieure				
VAN de la dette/PIB		9.7	10.1	11.1
VAN de la dette/recettes		50.8	53.1	64.3
Service de la dette/recettes		6.6	9.4	10.6

importante du total des exportations du Cameroun. L'accroissement progressif et modéré du ratio de la VAN de la dette aux exportations correspond à l'hypothèse dans laquelle la politique d'emprunt du Cameroun reste empreinte de prudence.

- Le scénario de référence suppose l'obtention de prêts extérieurs concessionnels (FCE-VAR inclus) pour combler les besoins de financement découlant du ralentissement de l'activité mondiale. Les remboursements pourraient se concentrer sur 2014, avec l'arrivée à échéance des prêts contractés en 2009 et 2010. Le graphique 3 montre que les ratios du service de la dette culminent en 2014-15 sans toutefois remettre en cause la viabilité de la dette.

Autre scénario et tests de résistance

9. Les scénarios de rechange et les tests paramétriques font apparaître que les indicateurs d'endettement restent sous leurs seuils respectifs jusqu'en 2029.

- Sous le scénario de nouveaux emprunts à des conditions moins concessionnelles qui pose pour hypothèse que les taux d'intérêt y afférents sont de 2 % supérieurs à ceux du scénario de référence jusqu'en 2029, tous les ratios de la dette se dégradent sans franchir les seuils. Les remboursements s'écartent du scénario de référence du fait de leur concentration.
- Le scénario de la moyenne historique, lié aux excédents du compte extérieur courant, ne risque pas de se produire, la production pétrolière devant baisser au cours des 20 prochaines années. Ce scénario révèle une trajectoire plus optimiste du ratio

d'endettement par rapport au scénario de référence. Ainsi, en termes d'évaluation du risque, le scénario de la moyenne historique étant peu pertinent en tant que tel, il ne figure pas dans le graphique 3.

- Les tests paramétriques, y compris celui d'une dépréciation ponctuelle de 30 % donnent les mêmes résultats. Le scénario du PIB réel à sa moyenne historique diminuée d'un écart-type en 2010-11, qui correspond à 0,7 point au-dessus des projections du scénario de référence, suppose que l'État comble le besoin de financement implicite par des prêts à des conditions semblables à celles du scénario de référence. Ainsi, le ratio VAN de la dette/exportations amorce une légère augmentation sur la durée, avant de se stabiliser. Mais le scénario où les exportations augmentent à leur moyenne historique diminuée d'un écart-type en 2010-11 fait apparaître une modification plus prononcée de l'endettement, portant le ratio VAN de la dette extérieure à 94 % du PIB en 2029 (sous le seuil de 100 %).

IV. VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE⁶

10. **L'AVD montre que la viabilité de la dette publique sera maintenue.** Le déficit primaire hors recettes pétrolières devrait se creuser à moyen terme, pour répondre aux besoins de développement du pays. Les nouveaux emprunts s'élèveront à 1 % environ du PIB par an sur la période 2009-16, ce qui est à la mesure de la capacité d'absorption, avant de diminuer progressivement sur le long terme⁷. Dans le scénario de référence, le ratio d'endettement augmente progressivement à long terme. Les ratios VAN de la dette au PIB et aux recettes devraient s'accroître avec le temps, puis se contracter quelque peu sur la fin de la période de projection. Le service de la dette suivra la même tendance avant de s'établir à un niveau confortable jusqu'en 2029.

11. **Les tests de résistance montrent que tous les indicateurs de la dette** (ratio VAN de la dette/recettes, VAN de la dette/exportations et service de la dette/recettes) **suivent des trajectoires constantes et ne révèlent aucune vulnérabilité particulière.** Toutefois, le scénario comportant un choc des passifs conditionnels de 10 % du PIB révèle une plus grande sensibilité de la dynamique de la dette par rapport au scénario de référence.

12. **Malgré un faible risque de surendettement, le Cameroun a redoublé d'efforts pour renforcer son cadre de gestion de la dette.** Après avoir bénéficié d'une assistance technique de la Banque et du FMI, les autorités s'emploient à mettre en œuvre une nouvelle

⁶ Le scénario de la moyenne historique qui est associé aux excédents primaires enregistrés par le passé, a peu de chances de se produire, la production pétrolière étant appelée à décliner au cours des 20 prochaines années. Ce scénario fait apparaître une évolution plus optimiste du ratio de la dette que le scénario de référence.

⁷ Jusqu'à présent, l'insuffisance des moyens institutionnels et administratifs n'a pas permis au Cameroun de porter les investissements financés sur ressources extérieures à plus de 0,5 ou 1 point de PIB par an.

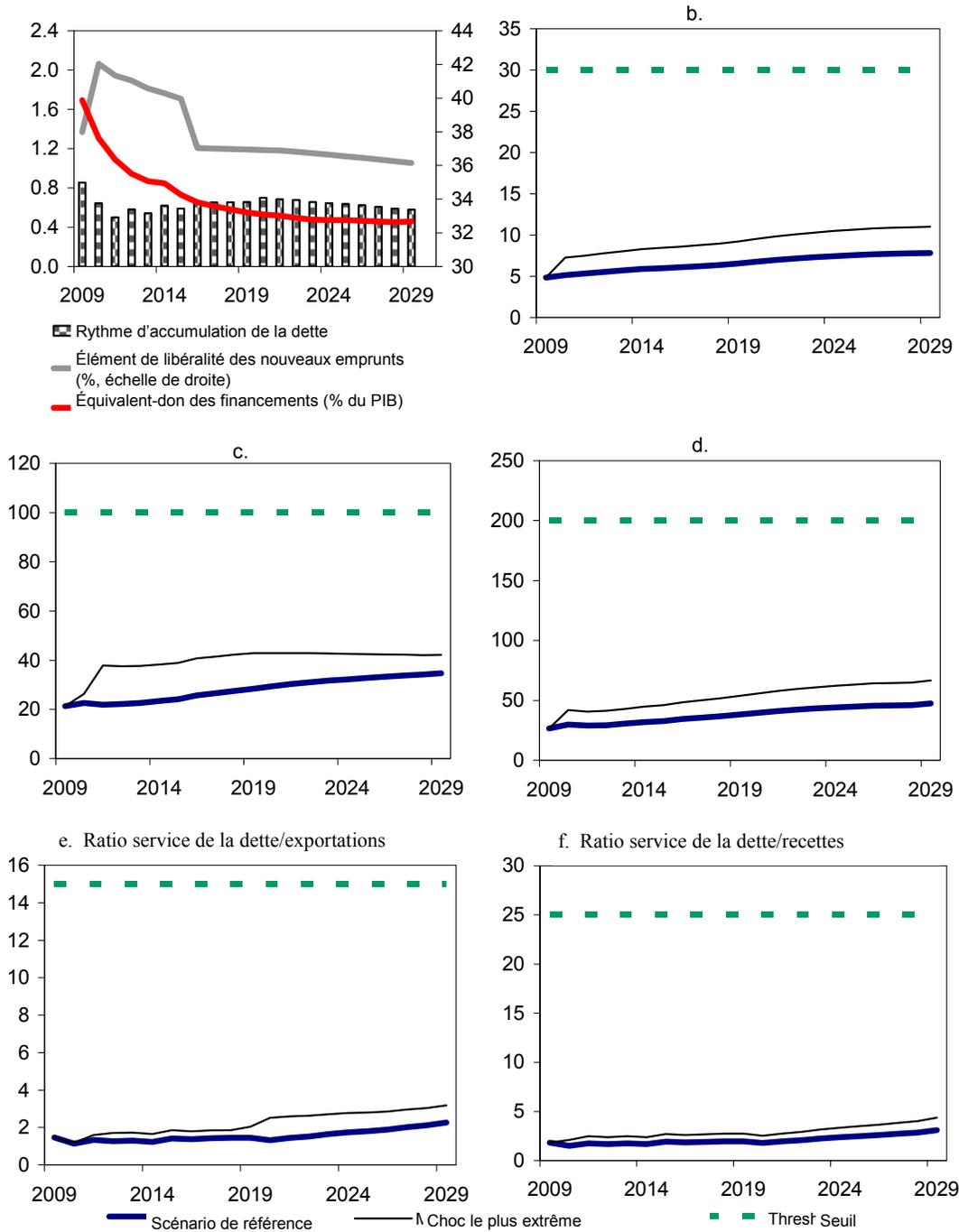
stratégie de gestion de la dette, conforme aux directives de la CEMAC . Les autorités ont-elles-mêmes commencé à réaliser des AVD et élaborent actuellement une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour la dette publique, en tirant parti de la panoplie d'outils mise au point par la Banque et le FMI.

V. CONCLUSION

13. **Le risque de surendettement du Cameroun reste faible.** Les ratios de l'endettement extérieur demeurent sous les seuils liés aux politiques mises en œuvre. Mais en tenant compte de la crise financière internationale et du ralentissement de l'activité économique mondiale, les indicateurs de la dette sont légèrement plus élevés que ceux de l'AVD de 2000. Ils augmentent sous les scénarios de rechange et les tests paramétriques, sans pour autant franchir les seuils de la charge de la dette spécifiques au pays, au regard de la viabilité de la dette extérieure, et se situent à un niveau confortable, s'agissant de la viabilité de la dette publique.

14. **Il n'empêche que les faiblesses de la gestion des finances publiques et la couverture insuffisante des données statistiques restent des facteurs de vulnérabilité pour le Cameroun.** Ces points faibles portent en particulier sur les passifs quasi-budgétaires des entreprises publiques et la possible accumulation de nouveaux arriérés depuis l'audit de 2005, au sujet de laquelle on dispose de peu d'informations. Les efforts réalisés par les autorités pour améliorer la gestion de la dette pourraient être renforcés par des mesures visant à accroître la couverture des passifs du secteur public et par un nouvel audit pour déterminer si de nouveaux arriérés intérieurs sont apparus depuis 2005. Il conviendrait par ailleurs que les autorités ne relâchent pas leurs efforts de mobilisation des recettes non pétrolières et d'élargissement de la base d'exportation, compte tenu de la baisse attendue des recettes pétrolières à long terme.

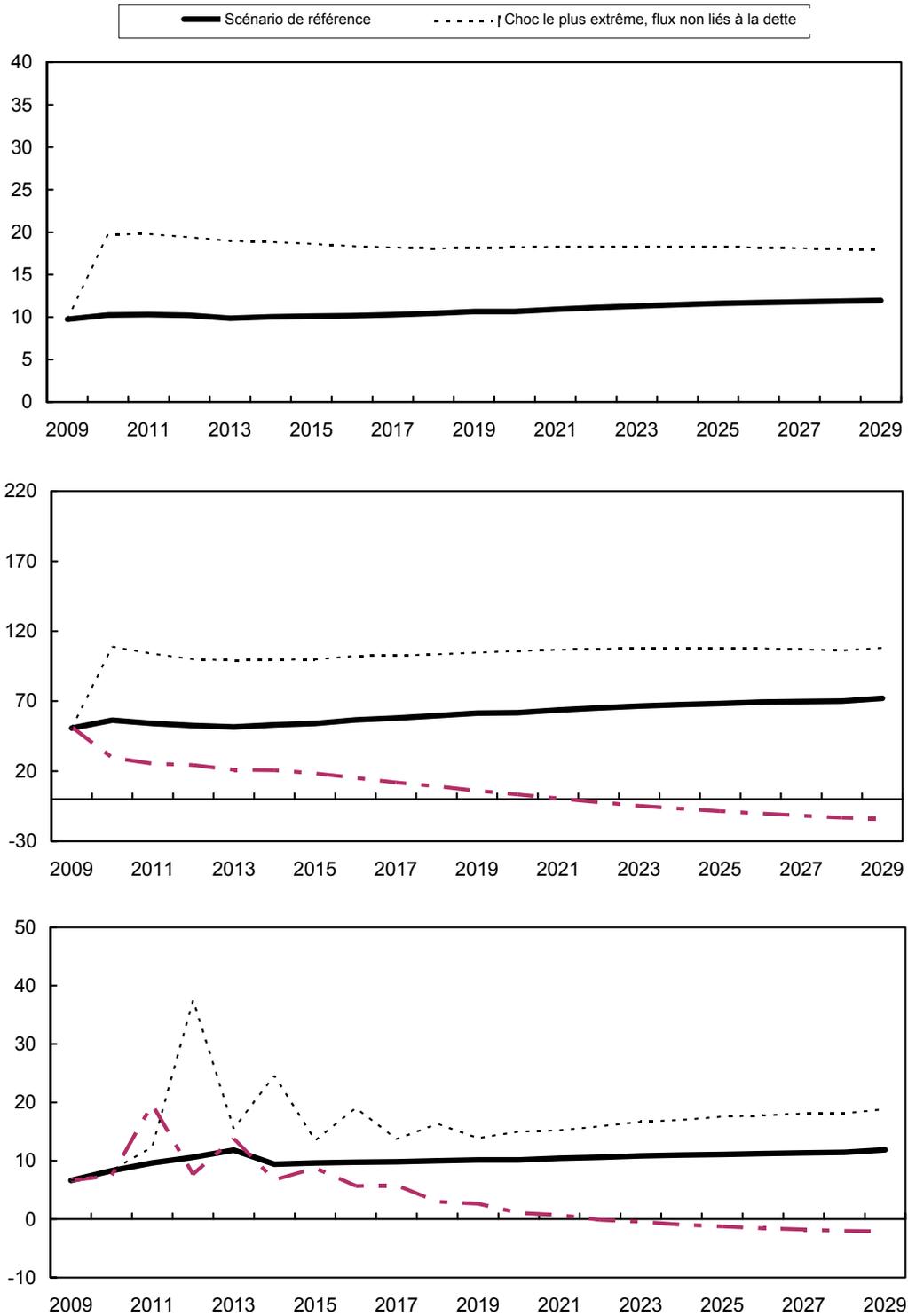
Graphique 3. Cameroun — Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État sous différents scénarios, 2009-2029 1/



Source : projections et simulations des services du FMI et de la Banque mondiale.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui donne le ratio le plus élevé en 2019. Le graphique b) correspond à un choc de dépréciation ponctuel; le c) à un choc relatif aux exportations; le d) à un choc de dépréciation ponctuel, et le e) à un choc afférent aux exportations.

Graphique 4. Cameroun — Indicateurs de la dette publique sous les autres scénarios, 2009-2029 1/



Sources : autorités camerounaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Le choc le plus extrême est celui qui donne les ratios les plus élevés en 2019.

2/ Les recettes comprennent les dons.

Tableau 1a.Cameroun — Cadre de viabilité de la dette extérieure publique, scénario de référence, 2006-2029
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres effectifs			Moyenne 1999-2008	Écart-type	Estimation					Projections			Moyenne 2015-29	
	2006	2007	2008			2009	2010	2011	2012	2013	2014	Moyenne 2009-14	2019		2029
Dette du secteur public 1/	15.7	11.8	9.8			12.4	13.1	13.2	13.3	13.0	13.2		13.8	14.9	
<i>dont</i> : libellée en devises	6.3	5.6	5.5			7.5	8.0	8.3	8.6	8.8	9.1		9.7	10.8	
Variation de la dette du secteur public	-36.1	-3.9	-2.0			2.6	0.7	0.1	0.0	-0.3	0.2		0.2	0.0	
Flux générateurs d'endettement identifiés	-39.2	-8.8	-5.0			-2.4	-2.1	-2.7	-2.6	-2.1	-1.8		0.4	0.7	
Déficit primaire	-33.6	-4.7	-1.5	-6.6	9.6	-0.7	0.3	-0.7	-0.9	-0.5	-0.2	-0.5	1.6	1.4	1.5
Recettes et dons	47.6	20.0	21.3			19.2	18.1	19.1	19.4	19.1	18.9		17.3	16.6	
<i>dont</i> : dons	28.4	1.2	0.9			1.0	0.8	0.7	0.5	0.5	0.4		0.2	0.1	
Dépenses primaires (hors intérêts)	14.0	15.3	19.8			18.5	18.4	18.4	18.5	18.6	18.7		18.9	18.0	
Dynamique automatique de la dette	-3.8	-1.1	-0.8			0.7	-0.4	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6		-0.5	-0.6	
Contribution de l'écart taux d'intérêt/croissance	-2.7	-0.6	-0.5			0.0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5		-0.5	0.1	
<i>dont</i> : contribution du taux d'intérêt réel moyen	-1.1	-0.1	-0.1			0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1		0.1	0.7	
<i>dont</i> : contribution de la croissance du PIB réel	-1.6	-0.5	-0.4			-0.2	-0.3	-0.5	-0.5	-0.6	-0.6		-0.6	-0.6	
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-1.1	-0.5	-0.3			0.7	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.0		...	...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-1.8	-3.0	-2.7			-2.4	-2.0	-1.6	-1.2	-1.1	-1.0		-0.7	-0.1	
Produit des privatisations (négligé)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Comptabilisation d'engagements implicites ou imprévus	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Allègement de la dette (PPTe et autres)	-1.8	-3.0	-2.7			-2.4	-2.0	-1.6	-1.2	-1.1	-1.0		-0.7	-0.1	
Autres (à préciser, par exemple recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Résiduel, y compris variations des actifs	3.1	4.8	3.0			5.1	2.8	2.9	2.6	1.8	2.0		-0.1	-0.7	
Autres indicateurs de viabilité															
VAN de la dette publique	9.4	6.1	7.8			9.7	10.2	10.3	10.2	9.9	10.0		10.6	12.0	
<i>dont</i> : libellée en devises	0.0	0.0	3.6			4.8	5.1	5.3	5.5	5.7	5.9		6.6	7.8	
<i>dont</i> : dette extérieure	...	...	3.6			4.8	5.1	5.3	5.5	5.7	5.9		6.6	7.8	
VAN des engagements conditionnels (non inclus dans la dette du secteur public)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...
Besoins de financement bruts 2/	-28.3	-2.2	0.4			0.6	1.8	1.2	1.1	1.8	1.5		3.3	3.4	
Ratio VAN de la dette publique/recettes et dons (en pourcentage)	19.8	30.6	36.7			50.8	56.5	54.0	52.5	51.6	53.0		61.5	72.2	
Ratio VAN de la dette publique/recettes (en pourcentage)	49.0	32.6	38.3			53.7	59.2	56.1	54.0	52.9	54.3		62.1	72.4	
<i>dont</i> : dette extérieure 3/	...	...	17.5			26.5	29.8	29.0	29.3	30.6	31.9		38.2	47.4	
Ratio service de la dette/recettes et dons (en pourcentage) 4/	11.1	12.5	8.9			6.6	8.3	9.6	10.6	11.9	9.4		10.2	11.9	
Ratio service de la dette/recettes (en pourcentage) 4/	27.5	13.3	9.2			7.0	8.7	10.0	10.9	12.2	9.6		10.3	11.9	
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	2.5	-0.7	0.5			-3.4	-0.4	-0.8	-1.0	-0.2	-0.5		1.3	1.4	
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires															
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	3.2	3.5	3.4	3.6	1.0	2.4	2.6	4.0	4.2	4.5	5.2	3.8	5.0	4.5	5.2
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette libellée en devises (en pourcentage)	1.1	1.4	1.4	3.1	2.0	1.7	1.2	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	-2.7	-0.5	-0.7	-0.6	1.8	5.4	0.7	1.9	2.5	3.1	3.7	2.9	3.9	3.5	3.8
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + indique une dépréciation)	-3.0	-7.6	-5.6	-6.0	3.9	12.6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	3.9	2.1	1.5	2.4	1.7	-3.3	2.4	2.0	2.0	2.0	2.1	1.2	2.0	2.3	2.0
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)	0.0	0.1	0.3	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcentage)	...	...	...	...	...	38.0	42.0	41.4	41.0	40.6	40.3	40.5	37.0	36.1	...

Sources : autorités camerounaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Administration centrale, hors C2D (base brute).

2/ Les besoins de financement bruts sont égaux au déficit primaire, plus le service de la dette, plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Recettes, hors dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et à long terme.

Tableau 2a. Cameroun — Sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2009-2029

	Projections							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2019	2029
Ratio VAN de la dette/PIB								
Scénario de référence	10	10	10	10	10	10	11	12
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	10	8	7	5	4	2	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	10	9	9	9	9	9	1	0
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	10	10	10	10	10	11	13	18
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique diminuée d'un écart-type en 2010-11	10	10	11	11	11	11	13	16
B2. Solde primaire à la moyenne historique diminué d'écart-type en 2010-11	10	7	5	5	5	5	7	9
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	10	7	4	5	4	5	7	9
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2010	10	12	12	12	11	11	11	13
B.5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2010	10	20	20	19	19	19	18	18
Ratio VAN de la dette/recettes²								
Scénario de référence	51	56	54	53	52	53	62	72
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	51	43	35	28	20	13	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	51	51	49	49	47	46	8	0
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	51	57	55	54	54	56	73	111
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique diminuée d'un écart-type en 2010-11	51	57	56	56	56	59	73	94
B2. Solde primaire à la moyenne historique diminué d'écart-type en 2010-11	51	40	28	28	27	29	39	54
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	51	37	23	23	23	25	38	56
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2010	51	67	63	60	59	59	66	77
B.5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2010	51	109	104	100	99	100	105	108
Ratio service de la dette/recettes²								
Scénario de référence	7	8	10	11	12	9	10	12
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	7	8	9	4	7	2	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	7	8	9	8	11	8	1	0
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	7	8	10	11	12	10	12	18
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique diminuée d'un écart-type en 2010-11	7	8	10	11	13	10	12	15
B2. Solde primaire à la moyenne historique diminué d'écart-type en 2010-11	7	8	9	2	5	4	8	8
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	7	8	9	0	4	3	8	9
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2010	7	9	10	11	13	11	12	16
B.5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2010	7	8	12	38	16	25	14	19
Ratio service de la dette/PIB								
Scénario de référence	1	2	2	2	2	2	2	2
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	1	1	2	1	1	0	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	1	2	2	2	2	2	0	0
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	1	2	2	2	2	2	2	3
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique diminuée d'un écart-type en 2010-11	1	2	2	2	2	2	2	3
B2. Solde primaire à la moyenne historique diminué d'écart-type en 2010-11	1	2	2	0	1	1	1	1
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	1	1	2	0	1	1	1	1
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2010	1	2	2	2	2	2	2	3
B.5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2010	1	2	2	7	3	5	2	3

Sources : autorités camerounaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ En supposant que la croissance du PIB réel est égale au niveau de référence moins un écart-type divisé par la racine carrée de 20 (durée de la période de projection).

2/ Les recettes comprennent les dons.

Tableau 3a. Cameroun — Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2006-2029¹
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres effectifs			Moyenne 1999-2009	Écart type	Projections							Moyenne			
	2006	2007	2008			2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2015	2019	2029	Moyenne 2015-2029	
Dette extérieure (nominale) 1/	6.3	5.6	5.5			7.5	8.0	8.3	8.6	8.8	9.1			9.7	10.8	
dont : dette contractée ou garantie par l'État (CGE)	6.3	5.6	5.5			7.5	8.0	8.3	8.6	8.8	9.1			9.7	10.8	
Variation de la dette extérieure	-31.4	-0.6	-0.1			2.0	0.5	0.3	0.4	0.2	0.2			0.2	0.0	
Flux générateurs d'endettement net identifiés	-4.2	-0.9	0.0			4.8	3.1	2.4	2.1	2.1	1.9			1.6	0.0	
Déficit du solde extérieur courant hors intérêts	-1.0	0.7	1.0	1.5	1.5	5.8	4.1	3.5	3.2	3.1	3.0			2.5	0.7	1.9
Déficit de la balance des biens et des services	1.2	1.6	1.8			8.9	6.7	6.2	6.4	5.8	5.5			4.4	1.3	
Exportations	28.1	32.7	35.0			22.7	22.7	24.2	25.0	25.2	25.1			23.1	22.6	
Importations	29.3	34.3	36.8			31.6	29.4	30.4	31.4	31.0	30.7			27.5	23.9	
Transferts courants nets (néгатif = entrée)	-1.4	-2.0	-1.8	-1.5	0.4	-1.7	-1.9	-2.1	-2.3	-2.2	-2.1			-1.5	-0.8	-1.3
dont officiels	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	
Autres flux du compte extérieur courant (néгатif = entrée nette)	-0.7	1.1	0.9			-1.4	-0.7	-0.6	-0.9	-0.4	-0.4			-0.4	0.1	
IDE net (néгатif= entrée)	-0.7	-0.8	-0.4	-0.3	0.3	-1.0	-0.9	-0.9	-0.8	-0.8	-0.8			-0.6	-0.3	-0.5
Dynamique endogène de la dette 2/	-2.5	-0.8	-0.5			0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3			-0.3	-0.3	
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.4	0.1	0.1			0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1			0.1	0.1	
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.1	-0.2	-0.2			-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.4	-0.4			-0.4	-0.5	
Contribution des variations des prix et des taux de change	-1.7	-0.6	-0.4			...	...	...	...	...	...			...	...
Résiduel (3-4) 3/	-27.2	0.3	-0.1	-4.9	10.0	-2.8	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.7			-2.1	-1.4	0.0
dont financement exceptionnel	-1.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	
VAN de la dette extérieure 4/	...	...	3.6			4.8	5.2	5.3	5.5	5.7	5.9			6.5	7.8	
en pourcentage des exportations	...	...	10.2			21.3	22.7	21.9	22.2	22.6	23.4			28.4	34.7	
VAN de la dette extérieure CGE	...	...	3.6			4.8	5.2	5.3	5.5	5.7	5.9			6.5	7.8	
en pourcentage des exportations	...	...	10.2			21.3	22.7	21.9	22.2	22.6	23.4			28.4	34.7	
en pourcentage des recettes publiques	...	...	17.5			26.6	29.8	29.0	29.3	30.6	31.9			38.2	47.4	
Ratio service de la dette/exportations (%)	5.2	0.8	0.7			1.5	1.1	1.3	1.3	1.3	1.2			1.5	2.3	
Ratio service dette CGE/exportations (%)	5.2	0.8	0.7			1.5	1.1	1.3	1.3	1.3	1.2			1.5	2.3	
Ratio service dette CGE/recettes (%)	7.6	1.4	1.2			1.8	1.5	1.8	1.7	1.8	1.7			2.0	3.1	
Total besoins bruts de financement (milliards \$ E.U.)	0.0	0.0	0.2			1.1	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7			1.0	0.7	
Déficit compte courant hors intérêts qui stabilise le ratio d'endettement	30.4	1.3	1.1			3.8	3.6	3.2	2.8	2.9	2.8			2.3	0.7	
Principales hypothèses macroéconomiques																
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	3.2	3.5	3.4	3.6	1.0	2.4	2.6	4.0	4.2	4.5	5.2	3.8	5.0	4.5	5.2	
Déflateur du PIB en dollars E.U. (variation en pourcentage)	4.8	11.3	8.6	5.5	8.5	-10.7	3.6	2.2	2.1	2.0	2.1	0.2	2.0	2.3	2.0	
Taux d'intérêt effectif (%) 5/	1.1	1.4	1.4	3.1	2.0	1.7	1.2	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	
Croissance des exportations de B&S (valeur \$ E.U., en %)	24.4	33.8	20.4	14.2	12.0	-40.6	6.5	13.3	9.8	7.7	7.1	0.6	6.9	5.8	6.6	
Croissance des importations de B&S (valeur \$ E.U., en %)	7.3	34.8	20.6	12.3	9.4	-21.3	-1.0	10.0	9.8	5.4	6.2	1.5	5.5	3.5	5.5	
Elément de don des nouveaux emprunts du secteur public (%)	...	...	...	...	...	38.0	42.0	41.4	41.0	40.6	40.3	40.5	37.0	36.1	36.9	
Recettes publiques (hors dons, en % du PIB)	19.3	18.8	20.4	...	...	18.1	17.3	18.4	18.9	18.7	18.5	...	17.1	16.5	17.1	
Flux d'aide (milliards de dollars EU) 6/	5.1	0.2	0.2	...	...	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	...	0.4	0.7	...	
dont : dons	5.1	0.2	0.2	...	...	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	...	0.1	0.1	...	
dont : prêts concessionnels	0.0	0.0	0.0	...	...	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	...	0.3	0.6	...	
Financement équivalent dons (% du PIB) 7/	...	...	...	...	...	1.7	1.3	1.1	0.9	0.9	0.8	...	0.5	0.5	0.5	
Financement équivalent dons (% du financement extérieur) 7/	...	...	...	...	...	61.7	67.2	66.4	60.6	60.1	57.6	...	45.7	39.9	44.3	
<i>Pour mémoire</i>																
PIB nominal (millions de dollars EU)	18.0	20.7	23.2	...	...	21.3	22.6	24.1	25.6	27.3	29.3	...	43.4	84.6	...	
Croissance nominale du PIB en dollars	8.2	15.2	12.3	...	...	-8.5	6.4	6.3	6.4	6.6	7.4	4.1	7.1	6.9	7.3	
VA de la dette extérieure CGE	...	...	0.8	...	...	1.0	1.2	1.3	1.4	1.6	1.7	...	2.8	6.6	...	
(VANt-VANt-1)/PIBt-1 (%)	...	...	...	...	...	0.9	0.6	0.5	0.6	0.5	0.6	0.6	0.7	0.6	0.6	

Source : simulations des services du FMI.

1/ Y compris la dette extérieure publique et privée.

2/ Calculé selon la formule $[r - g - r(1+g)] / (1+g+r+gr)$ fois le ratio de la dette de la période précédente, avec r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et r = taux de croissance du déflateur du PIB en dollars E.U.

3/ Pour 2009-2014, comprend essentiellement les variations des avoirs extérieurs bruts, les effets de réévaluation et de l'évolution des prix. Les changements marginaux en fin de période de projection comprennent aussi le financement exceptionnel (variations des arriérés et allègements de dette), les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements pour changements de valeur. Les projections comprennent aussi la contribution des variations des prix et des taux de change.

4/ Repose sur l'hypothèse que la VAN de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Paiements d'intérêts de l'année en cours divisés par l'encours de la dette de la période précédente.

6/ Définis comme dons, prêts concessionnels et allègement de la dette.

7/ Le financement équivalent dons comprend les dons accordés directement à l'État et par le biais des nouveaux emprunts (différence entre la valeur nominale et la VAN de la nouvelle dette).

Tableau 3b. Cameroun — Sensibilité des principaux indicateurs de la dette contractée ou garantie par l'État 2009-2029
(En pourcentage)

	Projections							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2019	2029
Ratio VAN de la dette/PIB								
Scénario de référence	5	5	5	6	6	6	7	8
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2009-29 1/	5	5	5	5	6	6	7	17
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2009-29 2/	5	5	5	6	6	6	7	8
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	5	5	5	6	6	6	7	8
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 3/	5	6	8	8	8	8	9	8
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	5	6	6	6	6	7	7	9
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 4/	5	6	8	8	8	8	8	8
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	5	6	8	8	8	8	8	8
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2010 5/	5	7	7	8	8	8	9	11
Ratio VAN de la dette/exportations								
Scénario de référence	21	23	22	22	23	23	28	35
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2009-29 1/	21	21	20	21	22	24	32	74
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2009-29 2/	21	23	22	22	23	24	28	35
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	21	23	22	22	23	23	28	35
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 3/	21	26	38	38	38	38	43	42
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	21	23	22	22	23	23	28	35
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 4/	21	28	32	31	31	32	39	38
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	21	25	32	32	32	32	37	37
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2010 5/	21	23	22	22	23	23	28	35
Ratio VAN de la dette/recettes								
Scénario de référence	27	30	29	29	31	32	38	47
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2009-29 1/	27	27	26	28	30	32	43	102
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2009-29 2/	27	30	29	29	31	32	38	48
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	27	30	29	30	31	32	39	48
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 3/	27	33	43	43	44	45	50	50
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	27	32	33	33	34	36	43	53
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 4/	27	36	42	41	43	44	48	48
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	27	34	42	42	43	44	49	51
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2010 5/	27	42	41	41	43	45	54	67

Tableau 3b. Cameroun — Sensibilité des principaux indicateurs de la dette contractée ou garantie par l'État 2009-2029 (fin)
(En pourcentage)

	Projections							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2019		2029
Ratios service de la dette/exportations								
Scénario de référence	1	1	1	1	1	1	1	2
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2009-29 1/	1	1	1	1	1	1	1	3
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2009-29 2/	1	1	1	1	1	1	2	2
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	1	1	1	1	1	1	1	2
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 3/	1	1	2	2	2	2	2	3
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	1	1	1	1	1	1	1	2
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 4/	1	1	1	1	1	1	2	3
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	1	1	1	1	2	1	2	3
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2010 5/	1	1	1	1	1	1	1	2
Ratio service de la dette/recettes								
Scénario de référence	2	1	2	2	2	2	2	3
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2009-29 1/	2	1	2	2	2	2	2	4
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2009-29 2/	2	1	2	2	2	2	2	2
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	2	1	2	2	2	2	2	3
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 3/	2	1	2	2	2	2	2	4
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2010-11	2	2	2	2	2	2	2	3
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2010-11 4/	2	1	2	2	2	2	2	4
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	2	2	2	2	2	2	2	4
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2010 5/	2	2	2	2	2	2	3	4
<i>Pour mémoire</i>								
Élément de libéralité supposé sur fin. résiduel (fin. requis en sus du scénario de référence) 6/	37	37	37	37	37	37	37	37

Source : projections et simulations des services du FMI.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, la croissance du déflateur du PIB (valeur en dollars E.U.), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB, et les flux non générateurs d'endettement.

2/ On suppose le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts plus élevé de 2 points que dans le scénario de référence, avec des différés d'amortissement et des échéances identiques à celles du scénario de référence.

3/ Dans l'hypothèse de valeurs des exportations demeurant en permanence au niveau inférieur, mais où le solde extérieur courant revient à son niveau du scénario de référence en pourcentage du PIB après le choc (ce qui suppose implicitement un ajustement compensatoire du niveau des importations).

4/ Transferts officiels et privés, et IDE inclus.

5/ La dépréciation est définie comme le pourcentage de baisse du taux de change dollar/franc CFA, qui ne peut dépasser 100 %.

6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (financement moins favorable) où les conditions de tous les nouveaux emprunts sont celles visées à la note 2.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

CAMEROUN

Rapport des services du FMI sur les consultations de 2009 au titre de l'article IV et demande de décaissement au titre du volet d'accès rapide à la Facilité de protection contre les chocs exogènes

Annexe d'information

Préparée par le Département Afrique

Approuvée par Mark Plant et Danheshwar Ghura

19 juin 2009

	Page
I. Cameroun : relations avec le FMI.....	2
II. Plan d'action conjoint Banque mondiale-FMI 2009-2010	8
III. Tableau des indicateurs courants nécessaires à l'exercice de la surveillance.....	9

I. Relations avec le FMI

(Au 31 mai 2009)

I. **Statut** : article VIII; date d'adhésion : 10 juillet 1963

II.	Compte des ressources générales :	<u>Millions de DTS</u>	<u>Pourcentage de la quote-part</u>
	Quote-part	185,70	100,00
	Avoirs du FMI en monnaie nationale	184,889	99,567
	Position de réserve au FMI	0,83	0,454

III.	Département des DTS :	<u>Millions de DTS</u>	<u>Pourcentage de l'allocation</u>
	Allocation cumulative nette	24,46	100,00
	Avoirs	2,9600	12,0926

IV.	Encours des achats et des prêts :	<u>Millions de DTS</u>	<u>Pourcentage de la quote-part</u>
	Accords FRPC	18,57	10,00

V. **Accords financiers les plus récents :**

<u>Type</u>	<u>Date d'approbation</u>	<u>Date d'expiration</u>	<u>Montant approuvé (millions de DTS)</u>	<u>Montant tiré (millions de DTS)</u>
FRPC	24/10/2005	01/31/2009	18,57	15,90
FRPC	21/12/2000	20/12/2004	111,42	79,59
FRPC	20/08/1997	20/12/2000	162,12	162,12

VI. Projection des paiements au FMI (millions de DTS, sur la base du montant actuel des ressources utilisées et des avoirs en DTS)

	<u>À échoir</u>				
	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
Principal			0,80	1,59	2,39
Commissions/intérêts	0,14	0,19	0,19	0,19	0,18
Total	0,14	0,19	0,99	1,78	2,56

VII. Mise en œuvre de l'initiative PPTE :

	<u>Cadre Renforcé</u>
I. Engagement de l'assistance PPTE	
Date du point de décision	Oct. 2000
Montants engagés ¹	
Par l'ensemble des créanciers (millions de dollars EU)	1.267,00
<i>dont</i> : aide du FMI (millions de dollars EU)	37,04
(équivalent en millions de DTS)	28,62
Date du point d'achèvement	avril 2006
II. Décaissement de l'assistance du FMI (millions de DTS)	
Montant décaissé	28,62
Assistance intérimaire	11,25
Au point d'achèvement	17,37
Complément décaissé sur produit d'intérêts ²	5,05
Total des décaissements	33,67

¹ L'aide engagée en vertu du cadre initial s'exprime en valeur actualisée nette (VAN) au point d'achèvement, et celle qui est engagée au titre du cadre renforcé s'exprime en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

² En vertu du cadre renforcé, un complément est décaissé au point d'achèvement, qui correspond au produit des intérêts perçus sur le montant engagé au point de décision, mais non décaissé pendant la période intérimaire.

VIII. Mise en œuvre de l'IADM :

I. Dette admissible (millions de DTS)	173,26
Financement par : Compte IADM	149,17
Reliquat des ressources PPTE	24,09

II. Allègement de dette par mécanisme (millions de DTS)

Dette admissible

<u>Date de décaissement</u>	<u>CRG</u>	<u>FRPC</u>	<u>Total</u>
avril 2006	s/o	173,26	173,26

¹ L'IADM fournit un allègement intégral de dette aux pays admis à en bénéficier et qui remplissent les conditions requises. Les dons financés par le compte de fiducie IADM et les ressources PPTE servent à fournir l'allègement couvrant l'intégralité de l'encours des obligations envers le FMI à fin 2004 qui reste exigible au moment où le pays est admis à bénéficier de l'allègement.

IX. Évaluation des sauvegardes :

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) est la banque centrale régionale des pays d'Afrique centrale. La dernière évaluation des sauvegardes de la BEAC a été achevée le 30 août 2004. Cette évaluation constate que, depuis l'évaluation de 2001, la BEAC a pris un certain nombre de mesures pour renforcer son dispositif et recommande la poursuite des améliorations dans les domaines des audits externe et interne, et de l'information financière. Le dernier suivi fait apparaître l'existence de certaines faiblesses, notamment dans le système de contrôles internes. Cet aspect, entre autres, du cadre des sauvegardes de la BEAC sera examiné à l'occasion de la mise à jour 2008 de l'évaluation des sauvegardes de la BEAC qui est en cours.

X. Régime de change :

Comme les cinq autres États de la CEMAC, le Cameroun est membre d'une union monétaire et ne dispose pas d'une monnaie distincte. Sa monnaie est le franc CFA, qui est rattaché à l'euro au taux fixe de 655,957 francs CFA pour 1 euro. Au 17 juin 2009, le DTS équivalait à 729 francs CFA. Le 1^{er} janvier 2007, le régime de change des pays membres de la CEMAC a été reclassé, de la catégorie «régime de changes sans monnaie distincte» à la celle de «régime conventionnel de parité fixe». La nouvelle classification repose sur le comportement de la monnaie commune, alors que la précédente était basée sur l'absence de monnaie officielle distincte. Elle ne reflète donc qu'un changement de définition et ne signifie pas qu'une modification de fond ait été relevée dans le régime de change ou dans d'autres politiques de l'union monétaire ou de ses membres.

Le régime de change du Cameroun ne comporte aucune restriction sur les paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes, exception faite de celles qui sont appliquées pour des raisons de sécurité et ont été notifiées au FMI conformément à la décision du Conseil d'administration n° 144-152/51.

XI. Consultations au titre de l'article IV :

Le Conseil d'administration a conclu les consultations au titre de l'article IV les plus récentes le 18 juin 2007.

Une mission de consultation au titre de l'article IV a séjourné à Yaoundé du 26 mars au 9 avril 2009.

XII. Participation au PESF et RONC :

L'évaluation de la stabilité du système financier du 24 mai 2000 repose sur les conclusions de la mission conjointe FMI-Banque mondiale qui a séjourné au Cameroun du 29 février au 14 mars 2000. Les conclusions de la mission PESF (Programme d'évaluation du secteur financier) ont été présentées aux autorités les 13 et 14 mars 2000 dans le contexte des consultations de l'année 2000 au titre de l'article IV. Une évaluation actualisée a été menée à bien par une mission conjointe de PESF FMI-Banque mondiale en juin 2007.

Le rapport sur l'observation des normes et codes (RONC) concernant la transparence des finances publiques et des politiques monétaire et financière a été publié le 16 juin 2000.

Le module de données du RONC a été publié le 24 août 2001 (CR/01/150).

Une mission de réévaluation de l'observation des normes et codes en matière budgétaire s'est rendue à Yaoundé du 6 au 18 mai 2009.

XIII. Assistance technique :

Novembre 2008 : mission du Département des finances publiques (FAD) en administration douanière.

Juin 2008 : mission du Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM) sur la stratégie de gestion de la dette (conjointement avec la Banque mondiale).

Mai 2008 : mission FAD sur l'application de la nouvelle loi portant organisation du système de finances publiques.

Avril 2008 : mission FAD sur la modernisation de l'administration fiscale.

Octobre 2006 : mission FAD aux fins d'analyser les impacts sur la pauvreté et le social du mécanisme utilisé actuellement pour les prix pétroliers.

Octobre 2006 : mission FAD (conjointement avec la Banque mondiale) aux fins d'évaluer les travaux préparatoires de la nouvelle loi organique de finance et d'examiner le système de classification des dépenses.

Mars 2006 : mission du Département des statistiques (STA) sur l'établissement de statistiques de balance de paiements.

Septembre 2005 : détachement d'un expert résident du Département des finances publiques (FAD) en administration fiscale (couvrant également d'autres pays de la région).

Juillet 2005 : mission FAD sur la politique fiscale.

Mai 2005 : mission FAD sur l'administration des impôts et des douanes.

Décembre 2004 : mission STA sur l'établissement des comptes nationaux et suivi par un expert du FAD en gestion des dépenses publiques.

Octobre 2003 : mission STA sur l'établissement des comptes nationaux.

Septembre 2003 : mission FAD sur la mobilisation des recettes non pétrolières, et suivi par un expert du FAD de la gestion des dépenses publiques.

Juin 2003 : mission FAD sur la gestion des dépenses publiques.

Mars 2003 : mission FAD sur la gestion des dépenses publiques.

Novembre 2002 : mission FAD sur la gestion des dépenses publiques.

Mai 2002 : mission FAD sur la gestion des dépenses publiques.

Avril 2002 : suivi de la mission FAD sur le régime de l'impôt sur le revenu

Mars 2002 : mission FAD sur la mise en œuvre du plan d'action concernant les recettes et les dépenses publiques.

Octobre-novembre 2001 : mission FAD sur l'administration des impôts et des douanes.

Septembre 2001 : missions FAD sur l'audit du Trésor et le suivi de la pauvreté.

Juin 2000 : mission FAD sur la modernisation des douanes.

Avril 2000 : mission STA sur le Système général de diffusion des données (SGDD/RONC).

Novembre 1999 : mission FAD sur la modernisation de la direction des impôts.

Juin-juillet 1999 : mission FAD sur les questions douanières.

Mai-juin 1999 : mission de suivi FAD sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et sur l'administration des impôts.

Janvier-mars 1999 : détachement d'un conseiller du FAD pour l'institution de la TVA.

Novembre 1998 : détachement d'un conseiller résident du FAD en gestion des dépenses publiques.

Octobre-novembre 1998 : mission STA sur le projet de métadonnées.

Septembre 1998 : détachement d'un conseiller du FAD pour la TVA.

Juillet 1998 : mission FAD pour les travaux préparatoires de la TVA.

Février 1998 : mission FAD de revue de la gestion des dépenses publiques.

Novembre 1997 : mission FAD de préparation à l'adoption de la TVA.

Janvier-février 1997 : mission des Départements AFR et PDR, en collaboration avec des experts de la Banque mondiale et de l'État français sur les statistiques de la dette extérieure.

Mai 1996 : mission AFR, en collaboration avec des experts du Trésor français et de la Banque de France, sur le système de communication et de suivi des données budgétaires.

Février 1996 : mission FAD sur la fiscalité directe et la fiscalité du secteur agricole.

Mai-juin 1995 : mission STA sur les statistiques de balance de paiements.

XIV. Représentation résidente :

Le poste de Représentant résident du FMI à Yaoundé est occupé sans interruption depuis 1989. Madame Kabedi-Mbuyi, l'actuelle Représentante résidente, a pris fonction en juillet 2005.

II. PLAN D'ACTION CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI 2009-2010

Produits	Calendrier des missions	Résultat attendu
A. Information réciproque sur les programmes de travail pertinents		
Programme de travail du FMI		
Stratégie : Les conseils et l'assistance technique du FMI viseront à aider le Cameroun à préserver la viabilité des finances publiques et la stabilité économique, tout en augmentant les dépenses prioritaires pour accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté.		
Consultations au titre de l'article IV et demande d'accès à la FCE-VAR	Mars-avril 2009	Examen par le Conseil, début juillet 2009
Gestion de la dette publique	Septembre 2009	Aide-mémoire en fin de mission
Renforcement de l'administration des recettes	Trois missions : septembre et novembre 2009; février 2010	Aide-mémoire en fin de mission
Statistiques des comptes nationaux	Décembre 2009	Aide-mémoire en fin de mission
Programme de la Banque mondiale		
Stratégie : La nouvelle stratégie d'aide-pays visera à améliorer la gouvernance et à accélérer la croissance et le développement de l'emploi productif. Pour appuyer le rééquilibrage budgétaire et l'amélioration de la gestion des finances publiques, la Banque aidera le pays à éliminer les goulets d'étranglement qui entravent la croissance et le développement, notamment en améliorant le climat des affaires, en augmentant l'approvisionnement en énergie et en éliminant les obstacles au développement agricole.		
Stratégie d'aide-pays	Septembre 2008	Présentation au Conseil d'ici septembre 2009
Développement du secteur privé (prêts, assistance technique)	Deux missions : dates à déterminer	Aide-mémoire et présentation au Conseil d'ici décembre 2009
Développement du secteur de l'électricité (garantie partielle des risques, assistance technique)	Une mission : dates à déterminer	Aide-mémoire et présentation au Conseil d'ici septembre 2009
Renforcement des capacités en matière de transparence et de responsabilité; assistance technique et dialogue de politique générale	Deux missions : dates à déterminer	Aide-mémoire
Assainissement urbain (opération d'investissement)	Deux missions : dates à déterminer	Revue conceptuelle d'ici septembre 2009, présentation au Conseil avant fin juin 2010
Protection sociale – travail d'analyse	Deux missions : dates à déterminer	Diffusion du document d'analyse avant décembre 2009 et présentation du rapport final d'ici la fin juin 2010
Surveillance et dialogue de politique générale : agriculture, éducation, santé, environnement, réformes forestières, programmes de développement communautaire, transports, secteur financier, adduction d'eau et aménagement urbain, infrastructure.	Deux missions par secteur / thème	Aide-mémoire
B. Demandes de contributions au programme de travail		
Demande du FMI à la Banque		
Mise à jour périodique sur l'état d'avancement du programme		
Demande de la Banque au FMI		
Mise à jour macro périodique		
C. Accord sur les produits et missions conjoints		
Mise à jour de l'analyse de viabilité de la dette	Mars-avril 2009	Examen par le Conseil en juillet 2009

III. Tableau des indicateurs courants nécessaires à l'exercice de la surveillance

(Au 31 mai 2009)

	Date de l'observation la plus récente	Date de réception des données	Fréquence des données ¹	Fréquence de communication ¹	Fréquence de publication ¹
Taux de change	mars 2008	avril 2008	M	M	M
Réserves de change et engagements libellés en devises des autorités monétaires ²	mars 2009	avril 2009	M	M	M
Base monétaire	mars 2009	avril 2009	M	M	M
Monnaie au sens large	mars 2009	avril 2009	M	M	M
Bilan de la banque centrale	mars 2009	avril 2009	M	M	M
Bilan consolidé du système bancaire	mars 2009	avril 2009	M	M	M
Taux d'intérêt ³	mars 2009	avril 2009	M	M	M
Indice des prix à la consommation	avril 2009	mai 2009	T	T	T
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ⁴ – administrations publiques ⁵	ND	ND	ND	ND	ND
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ⁴ – administrations publiques	mars 2009	mai 2009	M	M	M (données partielles)
Encours de la dette contractée ou garantie par l'État ⁶	mars 2009	mai 2009	M	M	M
Solde du compte extérieur courant	2007	février 2008	A	A	ND
Exportations et importations de biens et de services ⁶	déc. 2008	avril 2009	M	M	ND
PIB/PNB	déc. 2007	février 2008	A	A	ND
Dette extérieure brute	déc. 2008	avril 2009	A	A	A
Position extérieure globale	ND	ND	ND	ND	ND

¹ Mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A) et non disponible (ND).

² Y compris les avoirs de réserve donnés en garantie ou autrement grevés, ainsi que les positions nettes sur dérivés.

³ Taux du marché et taux déterminés par les autorités, y compris les taux d'escompte, du marché monétaire et des bons, obligations et titres du Trésor.

⁴ Financement bancaire extérieur et intérieur, et financement intérieur non bancaire.

⁵ Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des administrations infranationales et des collectivités locales.

⁶ Y compris la ventilation par monnaie et par échéance.

⁷ Biens uniquement, les données du commerce des services n'étant pas disponibles.



Communiqué de presse n° 09/250
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
02 Juillet, 2009

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Le Conseil d'administration approuve un décaissement de 144,1 millions de dollars ÉU en faveur du Cameroun au titre de la Facilité contre les chocs exogènes

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé aujourd'hui un décaissement de 92,85 millions de DTS (soit environ 144,1 millions de dollars ÉU) au titre de la composante d'accès rapide de la Facilité contre les chocs exogènes (FCE), afin d'aider le Cameroun à surmonter les retombées des chocs mondiaux sur sa balance des paiements. Cette décision permet de mettre immédiatement à disposition l'intégralité du montant.

Ce concours financier du FMI aidera le Cameroun à contenir la diminution de ses réserves internationales et à protéger ses dépenses prioritaires (investissements, santé et éducation).

La FCE a pour vocation de fournir des conseils de politique économique et une aide financière aux pays à faible revenu frappés par des chocs exogènes de nature temporaire. Elle est mise à la disposition des pays admis à bénéficier de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) — le principal instrument d'assistance financière du FMI en faveur des pays à faible revenu — mais qui n'ont pas conclu d'accord avec le FMI au titre de cette facilité. Les conditions de financements équivalent à celles de la FRPC et présentent un degré de conditionnalité supérieur à celui des autres dispositifs de prêt d'urgence du FMI.

Au terme des délibérations du Conseil d'administration sur le Cameroun, John Lipsky, Directeur général adjoint et Président par intérim, a déclaré :

« Il convient de féliciter les autorités camerounaises de leurs récentes avancées sur le plan économique. Une gestion prudente des recettes pétrolières exceptionnelles dans le cadre du programme qu'elles viennent de mener à terme avec l'appui de la FRPC leur a permis d'accumuler des dépôts auprès de la BEAC et d'alimenter les réserves de change régionales. Cette épargne offre maintenant une marge de manœuvre salutaire qui peut servir à amortir l'impact de la crise mondiale.

« La crise mondiale pose toutefois aux autorités camerounaises de redoutables défis. Le niveau inférieur des cours du brut a pour effet de réduire les recettes d'exportation et les recettes budgétaires. Le net repli de la demande extérieure porte durement atteinte aux principales exportations. Le durcissement des conditions de financement extérieur retarde la

marche d'importants projets d'investissement. En raison de ces chocs considérables la croissance devrait être plus lente et le solde budgétaire global ainsi que le solde extérieur devraient devenir déficitaires. Sans dispositifs de protection sociale appropriés les coûts sociaux du ralentissement pourraient être lourds.

« Dans cette conjoncture il convient de saluer les efforts consentis par les autorités pour parer aux effets de la crise avec le soutien du FMI dans le cadre de la composante d'accès rapide de la Facilité contre les chocs exogènes. Leur détermination à préserver la stabilité macroéconomique et à surmonter les obstacles structurels à la croissance contribueront à renforcer la capacité d'adaptation de l'économie nationale à l'avenir.

« La mise en œuvre des plans de dépenses prioritaires dans le cadre du budget de 2009 contribuera à prévenir une contraction du secteur public durant une année de croissance économique plus faible. Les autorités entendent par ailleurs redoubler d'efforts pour mobiliser davantage de recettes non pétrolières et renforcer la gestion et la transparence des dépenses publiques. Des mesures résolues s'imposent pour améliorer la gouvernance, rendre le climat des affaires plus convivial et renforcer le rôle du secteur financier dans le développement de l'économie. Il y a lieu de se réjouir de la détermination des autorités à relever ces défis au moyen d'un programme économique à moyen terme dans le cadre d'une nouvelle Stratégie de réduction de la pauvreté en cours d'élaboration. Dans une conjoncture de crise il sera certes d'autant plus difficile de surmonter les obstacles structurels à une croissance plus vive, mais cela permettra au pays d'être mieux à même de faire reculer la pauvreté de manière durable.

« Une vigilance de chaque instant sera de mise face aux risques qui pèsent sur le secteur financier, lequel pourrait pâtir des conséquences d'un ralentissement prolongé de l'économie. Un suivi rapproché de la situation, en coopération avec les instances régionales de supervision permettra d'assurer l'adoption de mesures correctives en cas de besoin », a ajouté Mr. Lipsky.

Déclaration de Laurean W. Rutayisire, Administrateur pour le Cameroun

2 juillet 2009

Au nom des autorités camerounaises, je tiens à dire ma reconnaissance au Conseil d'administration et à la Direction pour l'appui qu'ils ne cessent d'apporter aux efforts déployés par le Cameroun pour assurer une croissance et un développement économiques soutenus. Qu'il me soit également permis de transmettre aux services de l'institution la gratitude des autorités camerounaises pour le dialogue constructif et les échanges fructueux qui ont animé la mission récemment effectuée à Yaoundé dans le cadre des consultations au titre de l'article IV en particulier.

La performance macroéconomique du Cameroun a été renforcée dans le cadre du dernier accord FRPC, achevé en janvier 2009. L'allègement de la dette consenti en 2006 au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM, de même que la prudence qui a caractérisé les politiques d'emprunt depuis, ont contribué à ramener la dette du pays à un niveau viable et à l'y maintenir. Cela a en outre permis de dégager une certaine marge de manœuvre budgétaire en faveur des dépenses de lutte contre la pauvreté. La conduite d'une politique budgétaire prudente a permis d'enregistrer une importante accumulation de dépôts de l'État et d'accroître les réserves internationales à la banque régionale (BEAC), tout en donnant aux autorités les moyens d'augmenter les investissements et de normaliser les relations avec les créanciers. En outre, grâce à la mise en œuvre de mesures budgétaires appropriées, les autorités ont réussi à maîtriser les tensions sociales qui se sont manifestées à l'issue des chocs des prix alimentaires et énergétiques l'an dernier.

Malgré ces notables acquis, l'économie camerounaise reste vulnérable aux chocs exogènes, et cette vulnérabilité se trouve exacerbée par la crise économique mondiale actuelle. La diminution des recettes pétrolières, le repli des exportations et des recettes fiscales ainsi que le durcissement des conditions de financement ont pour effet de retarder l'exécution d'importants projets d'investissement et de menacer l'emploi dans des secteurs porteurs, notamment la forêt et l'agriculture. Les projections de croissance, tant pour cette année qu'à moyen terme, ont donc été revues à la baisse; le solde budgétaire global devrait devenir déficitaire; et le déficit des transactions courantes devrait se creuser et rester élevé à moyen terme.

Dans ces circonstances, les autorités camerounaises ont d'ores et déjà pris des mesures pour parer au choc actuel, notamment en maintenant les plans de dépenses budgétaires prioritaires de 2009 pour éviter la contraction du secteur public durant une année de repli de la croissance économique. Cette crise survient à peine une année après les chocs des prix des produits alimentaires et énergétiques qui ont déclenché des mouvements de grève dans tout le pays et des vagues de destruction massives de biens. Les autorités camerounaises entendent agir rapidement et de façon volontariste pour éviter que ne se reproduise ce type de situation.

Elles demandent ainsi une assistance dans le cadre de la facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE). Compte tenu des besoins de balance des paiements en 2009, du fait de la crise économique mondiale, les autorités demandent un décaissement de 50 % de la quote-part au titre de la composante d'accès rapide de la FCE.

I. IMPACT DE LA CRISE ET RIPOSTE

Impact de la crise économique mondiale

La crise financière mondiale a commencé à toucher l'économie camerounaise et ses retombées devraient s'accroître dans le courant de 2009, notamment en raison du repli des cours des matières premières, de la baisse de la demande dans les principaux marchés d'exportation (coton, aluminium, bois, caoutchouc), de la rigueur des conditions de financement et de la chute des envois de fonds des travailleurs expatriés. La croissance économique devrait par conséquent ralentir et perdre 1 point de pourcentage pour se situer à 2,4 % en 2009. Les comptes budgétaires et extérieurs seront également touchés. Sans financement complémentaire, les réserves de change en pourcentage des importations accusent une chute brutale. Les perspectives économiques à moyen terme ont également été revues à la baisse car les retards enregistrés dans l'exécution d'importants projets d'infrastructure continueront de peser sur la croissance économique. Dans ces conditions, le principal défi à relever par les autorités camerounaises consiste à maîtriser l'impact de la crise mondiale tout en préservant la viabilité des comptes budgétaires et extérieurs et en ménageant une marge de manœuvre pour doper la croissance. Aussi ont-elles engagé des mesures adéquates tout en demandant une assistance rapide dans le cadre de la FCE.

Riposte

Pour parer à cette crise les autorités camerounaises mettront en valeur l'espace budgétaire disponible pour doper l'économie tout en maîtrisant le déficit budgétaire global. Dans cette perspective elles ont entrepris de préparer un collectif budgétaire pour dégager certains crédits bien ciblés, permettre une augmentation modeste de l'investissement intérieur et donner plus de moyens pour apurer les arriérés, tout en préservant les dépenses prioritaires initialement programmées à l'appui de la croissance économique. Les autorités entendent ainsi mettre fin aux subventions aux prix des produits pétroliers et relancer le mécanisme d'ajustement de ces prix. Afin de protéger les couches les plus vulnérables, elles renforceront les dispositifs de protection sociale et offriront une assistance aux secteurs en difficultés, notamment pour aider les petits exploitants dans les filières coton et bois, et elles subventionneront les intrants dans le secteur agricole. Si les risques baissiers venaient à se matérialiser, les autorités seraient prêtes à envisager des mesures exceptionnelles pour assurer le rééquilibrage des finances publiques.

Les autorités ont aussi réagi à la crise en appliquant une stratégie à moyen terme à trois volets dans le but de rendre l'économie moins vulnérable aux chocs exogènes tout en préservant la stabilité macroéconomique. Le premier de ces volets consiste à redoubler d'efforts afin d'accroître les recettes non pétrolières grâce à une augmentation des recettes fiscales afin de compenser la diminution des recettes pétrolières et la baisse prochaine des tarifs extérieurs. S'agissant des recettes fiscales, les autorités vont simplifier les procédures afin de renforcer le civisme fiscal, d'encadrer rigoureusement les exonérations, d'achever de raccorder les systèmes informatiques du Ministère des Finances et du Ministère des Forêts, et de mettre à jour le cadastre fiscal afin d'élargir l'assiette fiscale foncière. S'agissant des douanes, les autorités vont renforcer l'échange de données au guichet unique électronique et améliorer les systèmes informatiques pour combattre la fraude. Elles vont en outre renforcer le système de suivi des marchandises, en particulier pour les importations d'alcools et tabacs.

Le deuxième volet est celui de l'amélioration de la gestion des dépenses publiques de manière à dégager une épargne qui puisse servir à financer des dépenses prioritaires. Les autorités entendent effectuer une revue trimestrielle des prix de référence pour les marchés publics afin de rendre les dépenses publiques plus performantes. Par ailleurs, elles vont accroître les dépenses en capital afin de corriger les graves carences en infrastructures et d'insuffler une nouvelle vigueur à la croissance. Elles entendent par ailleurs améliorer la transparence des finances publiques en produisant des rapports trimestriels d'exécution budgétaire et, de manière plus générale, en assurant l'application de la nouvelle loi portant organisation du système de finances publiques, laquelle prévoit des règles et des contrôles comptables plus rigoureux.

Le troisième pilier consiste à dégager d'autres sources de financement intérieur en œuvrant de concert avec les instances régionales pertinentes et en adoptant des mesures pour accélérer le développement du marché obligataire intérieur, tout en renforçant les capacités de gestion de la dette afin de préserver un profil d'endettement viable.

II. AUTRES RÉFORMES À MOYEN TERME

Outre les politiques et réformes budgétaires énoncées plus haut, les autorités camerounaises s'efforcent de réduire les obstacles à une croissance plus vigoureuse en encourageant un secteur financier plus sain et plus stable et en veillant à ce que le climat des affaires soit propice à l'expansion du secteur privé.

Secteur financier

Pour assurer la stabilité du secteur financier les autorités continueront de travailler avec les autorités régionales compétentes au renforcement de la surveillance du système bancaire, à la constitution d'un provisionnement suffisant pour les créances improductives, à la mise en

œuvre d'éventuelles mesures correctives pour le respect de la réglementation bancaire, et à la maîtrise des coûts pour le budget. Par ailleurs elles entendent accélérer l'application des mesures destinées à développer l'intermédiation financière en améliorant les données sur la solvabilité des opérateurs, en établissant des chambres spécialisées dans les questions commerciales et le règlement des différends en la matière, et en mettant en place des instruments financiers pour les PME.

Réformes structurelles propices à la croissance

Les autorités sont déterminées à redoubler d'efforts pour accélérer la croissance économique. Dans cette perspective, la priorité sera donnée au développement du secteur privé afin d'élargir et de diversifier le tissu industriel et, partant, contribuer à rendre l'économie moins vulnérable aux chocs exogènes.

Les autorités ont engagé un dialogue avec le secteur privé et les partenaires au développement afin de définir les mesures concrètes propres à améliorer le climat des affaires et à simplifier les procédures de création d'entreprises. Elles insistent par ailleurs sur l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption en mettant à profit les progrès enregistrés ces dernières années.

Les autorités sont conscientes de ce que de plus amples progrès dans la réforme des entreprises publiques contribueraient aussi à améliorer le climat des affaires. Elles ont entrepris d'éclaircir les stratégies de réforme dans les secteurs des télécommunications et des transports aériens et se préparent à imprimer un nouvel élan au programme de privatisation une fois que la situation internationale se sera améliorée.

Les autorités misent par ailleurs sur une plus grande libéralisation des échanges afin de stimuler la croissance économique. Elles continueront de travailler avec leurs partenaires régionaux afin de libéraliser davantage les échanges au sein de la CEMAC et d'apporter la dernière main au partenariat économique régional avec l'UE.

III. CONCLUSION

Les autorités camerounaises continuent d'enregistrer des progrès notables dans la mise en œuvre des réformes en dépit d'une conjoncture internationale difficile. Pour être en mesure de poursuivre le travail de réformes structurelles elles souhaitent conclure rapidement un nouvel accord au titre de la FRPC axé sur le nouveau DSRP qui est en train d'être parachevé, et elles ont engagé des discussions avec d'autres partenaires multilatéraux en vue d'obtenir un financement complémentaire. Dans l'intervalle, elles doivent répondre à des besoins de financement immédiats en raison de la crise économique mondiale. Compte tenu de l'ampleur du choc, des besoins qui en résultent en matière de balance des paiements, de la détermination des autorités à maintenir de saines politiques économiques et de la capacité de

remboursement au FMI, je serais reconnaissant au Conseil d'administration d'appuyer la demande des autorités camerounaises en faveur d'un décaissement au titre de la composante d'accès rapide de la FCE.